



MARS
2025

Adiyaman, la « ville sans propriétaire » : récit d'une émancipation politique

4ifri
depuis
1979

Giulia FOURNIER

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-1026-2

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Adiyaman, Turquie - 2023 janvier : Tour de l’horloge d’Adiyaman
© yilmazharmanci/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Giulia Fournier, « Adiyaman, la “ville sans propriétaire” : récit d’une émancipation politique », *Études de l’Ifri*, Ifri, mars 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Autrice

Diplômée du parcours de master « Intégration et mutations en Méditerranée et au Moyen-Orient » à l'Institut d'études politiques de Grenoble, **Giulia Fournier** est désormais doctorante au Cerdap² (Centre d'études et de recherche sur la diplomatie, l'administration publique et le politique) lié à l'IEP de Grenoble. Son travail de thèse traite des questions minoritaires, en particulier kurde, entre la Turquie et la Syrie.

Résumé

La ville d'Adıyaman a fait les grands titres ces deux dernières années en raison d'une part de sa dévastation par le séisme du 6 février 2023 entre la Turquie et la Syrie et d'autre part de son tournant politique partisan après le scrutin municipal du 31 mars 2024. Si l'élection d'un candidat du Parti républicain du peuple (CHP) est inédite après 47 ans de domination conservatrice et 20 ans de gouvernance par le Parti de la justice et du développement (AKP) sur la ville, elle s'explique partiellement par l'utilisation d'un vote-sanction à l'égard d'un État central négligeant au moment du tremblement de terre.

L'élection de ce maire, dans un contexte partisan très compétitif au niveau local en Turquie ainsi que dans des conditions dégradées après la catastrophe, constitue tant un défi pour les nouvelles figures municipales qu'un grand espoir pour la population qui souhaite, après l'épisode traumatique du séisme, voir sa ville se reconstruire et s'ouvrir sur le monde. Le tourisme, probablement le plus grand espoir énoncé, devrait contribuer à cette ouverture dans la mesure où la province d'Adıyaman dispose d'une richesse patrimoniale inestimable en raison de son histoire à la croisée entre les peuples, les religions et les cultures.

Executive summary

Over the past two years, the city of Adıyaman has made headlines for two major reasons: first, its devastation by the earthquake of February 6, 2023, which struck between Turkey and Syria, and second, its significant political shift following the municipal elections of March 31, 2024. The election of a candidate from the Republican People's Party (CHP) is unprecedented after 47 years of conservative dominance and 20 years of governance by the Justice and Development Party (AKP). This shift can be partially explained by a protest vote against a central government perceived as neglectful in the aftermath of the earthquake.

The election of this new mayor, in the context of intense political competition at the local level in Turkey and under challenging post-disaster conditions, represents both a challenge for the new municipal leadership and a source of hope for the population. After the traumatic experience of the earthquake, residents aspire to see their city rebuilt and opened to the world. Tourism, arguably the greatest hope for this transformation, is expected to play a key role in this process. The province of Adıyaman possesses an invaluable cultural and historical heritage, shaped by its position at the crossroads of civilizations, religions, and cultures. This rich legacy has the potential to drive economic recovery and foster greater international engagement.

Sommaire

INTRODUCTION	6
ADİYAMAN, « VILLE DE LA PAIX ET DU BONHEUR » : UNE MARGE ETHNIQUE, RELIGIEUSE ET LINGUISTIQUE IDÉALEMENT PACIFIÉE ?8	
Le récit administré d'Adiyaman.....	9
Des minorités historiques qui ne font pas l'Histoire.....	11
LE « MODÈLE ADİYAMAN » : DE LA FIDÉLITÉ À LA DÉPENDANCE À L'ÉTAT	15
Une province créée par le Demokrat Parti (DP) en 1954 : stratégie politique et promesse de développement économique.....	16
Les déceptions économiques d'Adiyaman	18
Une « <i>metroköy</i> » (métropole-village) conservatrice	24
LA RUPTURE DU « MODÈLE ADİYAMAN ».....	28
Le tremblement de terre et la rupture du « modèle Adiyaman »	28
L'irruption du CHP à la mairie d'Adiyaman : une feuille de route « sociale » et « productive »	32
Les perspectives d'ouverture d'Adiyaman : « tarım, tekstil, turizm »	35
CONCLUSION	40

Introduction

Adıyaman a fait plusieurs fois les titres des journaux turcs depuis le tremblement de terre du 6 février 2023 qui l'a dévastée. Le centre de cette ville de deux cent mille habitants¹, en Anatolie du sud-est (*Güneydoğu Anadolu*), a en effet été en grande partie détruit par cette catastrophe qui y a causé le décès de plusieurs milliers de personnes². Mais c'est surtout l'effet politique du « *deprem* » qui a placé Adıyaman au centre de l'attention en 2024 : jusqu'ici considérée comme une marge conservatrice, bastion du Parti de la justice du développement (AKP, *Adalet ve Kalkınma Partisi*) depuis 2004, la ville a élu lors du scrutin municipal du 31 mars 2024 un maire issu du Parti républicain du peuple (CHP, *Cumhuriyet Halk Partisi*), Abdurrahman Tutdere³. Si ce tournant politique constitue un succès aussi inattendu qu'important pour le CHP dans son retour à la politique locale, notamment dans les milieux ruraux où le vote en faveur de l'AKP est souvent majoritaire, il représente aussi une réponse frontale au grippement du système de réciprocité entre l'État-AKP et ses marges fidèles. La négligence coupable de l'État vis-à-vis d'Adıyaman au moment du tremblement de terre a révélé des dysfonctionnements sur le temps historique plus long, mettant en lumière l'enclavement et la relégation de la ville et de sa province depuis plusieurs décennies.

Nous nous intéresserons ainsi à la trajectoire d'Adıyaman comme celle d'une ville marginale mais politiquement fonctionnelle pour l'État turc, c'est-à-dire d'une ville qui correspond à l'idéal de la marge républicaine non conflictuelle et fidèle à l'État, héritage qui a paradoxalement permis le succès de l'AKP au niveau municipal depuis 2004⁴. La rupture du 31 mars 2024 dans la trajectoire politique de la ville se comprend alors comme une étape pour échapper à son destin de ville reléguée mais loyale à l'État ainsi que comme une tentative de se reconnecter à la dynamique nationale, voire internationale.

Outre l'intérêt provoqué par le tournant politique partisan post-séisme, la ville suscite l'intérêt de l'analyste attentif aux questions minoritaires en

1. « Tematik Haritalar - Coğrafi İstatistik Portalı », *Türkiye İstatistik Kurumu* (TÜİK), disponible sur : <https://cip.tuik.gov.tr>.

2. Les bilans du nombre de personnes décédées durant le tremblement de terre varient entre 11 000, chiffre reconnu par l'État, et 80 000, chiffre annoncé par les habitants de la ville en mai 2024.

3. Le dernier scrutin municipal s'est tenu le 31 mars 2024. Si la victoire de l'AKP était pressentie, le CHP a pourtant regagné plusieurs grandes villes du pays ainsi que certaines petites villes d'Anatolie et de la mer Noire, devenant ainsi le premier parti représenté au niveau municipal en Turquie avec 37,77 % des voix au niveau national contre 35,49 % des voix pour l'AKP.

4. La ville a été dirigée pendant vingt ans, de 2004 à 2024, par des candidats issus de l'AKP.

Turquie. La composition ethnique et religieuse d'Adiyaman présente en effet un mélange particulier, celui d'un carrefour qui a permis à des ethnicités et des confessions nombreuses et diverses de se croiser, de se juxtaposer, voire d'entrer en compétition, au risque de l'effacement, au cours de son histoire. L'Adiyaman d'aujourd'hui a largement oublié cette histoire, sur laquelle nous reviendrons, et sa réputation présente renvoie à trois catégories essentielles : c'est une ville kurde où la présence confrérique est importante et qui a connu une brève flambée d'islam radical. La variable kurde est un point d'entrée intrigant car, contrairement à d'autres villes majoritairement kurdes de l'Anatolie du sud-est, Adiyaman ne revendique pas une kurdité militante qui s'inscrirait en opposition politique au pouvoir de l'État central⁵. La présence de *tarikats* (confréries religieuses) alimente beaucoup de rumeurs : au-delà de la composante alévie, importante et difficilement mesurable, l'influence réelle ou supposée du *Menzil* (du nom d'une ville voisine d'Adiyaman), confrérie religieuse de l'ordre soufi *Naqshbandiyya-Khalidiyya*, sur l'équilibre social et politique local est difficile à évaluer⁶. Enfin, la ville a été médiatisée en 2015 lorsque s'y est mise en place une filière de recrutement de l'État islamique en Syrie⁷. Ainsi, les manifestations physiques et symboliques des appartenances religieuses, ethniques ou partisans révèlent des rapports de force et des points d'équilibre qui peuvent expliquer à la fois la marginalité et l'insertion silencieuse d'Adiyaman dans le système républicain turc classique, vertical et centralisé.

5. À ce sujet, G. Dorronsoro rappelle que « le lien entre identité(s) et comportement politique est tout sauf mécanique » dans le cas des Kurdes de Turquie (page 9). Ainsi, si un des réflexes peut être de s'attendre à l'opposition frontale à l'État central par une population marginalisée, le cas d'Adiyaman souligne que ce réflexe est souvent infondé et invisibilise la multiplicité des comportements politiques sous-jacents à l'identité kurde, voire aux identités kurdes multiples. Voir G. Dorronsoro, « Introduction générale : la gouvernementalité kurde », in G. Dorronsoro (dir.), *Le Gouvernement des Kurdes. Gouvernement partisan et ordres sociaux alternatifs*, Karthala, 2023. p. 7-28.

6. Adiyaman est décrite par un des enquêtés comme l'un des lieux saints de l'islam en raison de l'importance, réelle ou supposée, que tient le *Menzil* en son sein. Entretien réalisé par l'autrice, octobre 2024, Adiyaman.

7. Ce sujet a été évoqué par l'autrice durant un entretien. Il en ressort que s'il est vrai que certains jeunes ont été recrutés par l'Organisation État islamique à Adiyaman, ils ont été peu nombreux (un groupe de cinq selon l'interlocuteur). Entretien réalisé par l'autrice, octobre 2024, Adiyaman. Voir aussi à ce propos M. Jégo, « À Adiyaman, vivier de l'État islamique en Turquie », *Le Monde*, 21 octobre 2015, disponible sur : www.lemonde.fr.

Adiyaman, « ville de la paix et du bonheur » : une marge ethnique, religieuse et linguistique idéalement pacifiée ?

La ville d'Adiyaman est « une porte vers l'Anatolie du sud-est et le Moyen-Orient⁸ ». Elle est une marge ethnique, religieuse et linguistique dont les principaux sites patrimoniaux retracent une histoire plurielle. Son histoire, à la fois lacunaire et administrée, retrace celle d'une zone tampon à l'intersection de grands empires (Empire hittite, Séleucides, Royaume de Commagène, Empire romain d'Orient, Omeyyades, Abbassides, Hamdanides, Empire byzantin, Seldjoukides, beylicat des Dulkadirides, invasions mongoles, Empire ottoman)⁹. L'Adiyaman contemporaine est habitée par des Kurdes et des Turcs, des Alévis et des Sunnites, quelques Syriaques et Arméniens, dont les identités sont plus ou moins rapidement énoncées et dont la coexistence pacifiée est devenue un slogan descriptif largement diffusé¹⁰ et inscrit en grand sur un monument dédié : elle est la « ville de la paix et du bonheur » (*Huzur ve Barış Şehri*).

En réalité, l'histoire d'Adiyaman reste administrée et peu détaillée hors du grand récit national turc. À l'histoire nationale dans laquelle s'inscrit la ville se mêlent certes des bribes d'histoires minoritaires et communautaires. Toutefois, la faible présence des histoires minoritaires et communautaires dans le discours des notables de la ville traduit peut-être leur caractère lacunaire. Si la société passée apparaît parfois en filigrane, y compris par des preuves physiques, au cours de la visite du terrain, la substance historique des existences minoritaires est rarement évoquée, ou seulement de manière détournée au fil des conversations¹¹. L'absence d'intégration des

8. Citation tirée d'un entretien avec le maire d'Adiyaman, Abdurrahman Tutdere, par l'autrice, mai 2024, Adiyaman.

9. Pour une chronologie des dominations successives de la ville, se référer au site de la préfecture d'Adiyaman. « Adiyaman Tarihi », « Adiyaman Kronolojisi », T.C. Adiyaman Valiliği, disponible sur : www.adiyaman.gov.tr.

10. Un de nos interlocuteurs s'est montré très attaché au slogan de la ville, « *Huzur ve Barış Şehri* » (« la ville de la paix et du bonheur »), affirmant que la ville n'est pas touchée par des conflits intercommunautaires. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adiyaman.

11. À ce propos, Étienne Copeaux dans « Espaces et temps de la nation turque » rappelle la déroute de certains de ses enquêtés turcs face à ces monuments qui ne semblent pas turcs (des églises par exemple)

histoires minoritaires au récit social présent, si elle ne peut être interprétée de façon définitive comme une amnésie collective en raison de notre manque d'accès aux histoires orales ayant cours dans les sphères privées, semble dans les faits avoir facilité la coexistence pacifique tant vantée entre des communautés dont les identités sont en fait brouillées.

Le récit administré d'Adıyaman

Les Ottomans, conduits par le sultan Selim, ont conquis Adıyaman en 1516 ; elle reste par la suite une ville ottomane indisputée. Nommée Hısnımansur jusqu'en 1928, elle a été successivement rattachée à Kahramanmaraş de 1563 à 1849, à Diyarbakır en 1849, à Malatya en 1859 puis à Harput en 1883, avant de revenir dans le giron de Malatya entre 1923 et 1954. Elle a donc jusqu'à cette date été identifiée comme l'arrière-pays de ces grandes villes voisines.

À l'époque de la genèse républicaine, la littérature sur Hısnımansur retrace ainsi l'histoire d'un arrière-pays au service des troupes de libération de l'Anatolie menées par Mustafa Kemal Atatürk¹². Le traité de Sèvres du 10 août 1920, confirmant le démembrement de l'Empire ottoman après l'armistice de Moudros (30 octobre 1918), a occasionné une phase d'instabilité chronique dans le sud de l'Anatolie : des troupes françaises sont présentes tout au long de la frontière turco-syrienne et contrôlent la Cilicie, des troupes grecques s'installent aux alentours de Smyrne (İzmir), les Anglais contrôlent la Mésopotamie et les Italiens s'installent autour d'Antalya et dans l'archipel du Dodécannèse. Les grandes villes aux alentours de Hısnımansur sont occupées : Gaziantep d'abord par les Britanniques à partir de décembre 1918, puis par les Français jusqu'en décembre 1921¹³. Hısnımansur est alors un espace de repli pour les troupes kémalistes, menées notamment par Hacı Bedir Ağa, un grand propriétaire terrien kurde natif de Koluk (Kâhta)¹⁴. Environ 1 700 hommes de la région (d'Hısnımansur, de Samsat, de Kâhta) auraient participé aux combats à

mais qui sont passés sous silence dans le récit national. É. Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque*, Paris, CNRS Éditions, 1997, disponible sur : <https://books-openedition-org.fr>.

12. H. Doğan, « Milli Mücadelede Adıyaman ve Çevresi », *Gaziantep Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi*, vol. 11, n° 2, Niğde Üniversitesi, 2012, p. 555-585, disponible sur : <https://dergipark.org.tr>.

13. M. Can, « Antep'in İşgali ve Kurtuluşu », in *Millî Mücadele'nin Yerel Tarihi 1918-1923*, Türkiye Bilimler Akademisi, chapitre 5, disponible sur : www.tuba.gov.tr.

14. Kurde natif de Koluk (Kâhta), grand propriétaire terrien et chef de la lignée Zürevkan de la tribu kurde Rişvan, Hacı Bedir Ağa est resté célèbre pour son engagement, avec selon les récits des troupes peu nombreuses mais très volontaires, dans la défense des villes voisines dominées par les puissances occidentales, notamment Gaziantep, Şanlıurfa et Kahramanmaraş. Voir M. Gündüz, « Hacı Bedir Ağa'nın Millî Mücadeledeki Rolü ve Türkiye Büyük Millet Meclisi'ndeki Faaliyetleri », *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, vol. 35, n° 100, novembre 2019, p. 415-448, disponible sur : <https://atamdergi.gov.tr> ; H. Doğan, « Milli Mücadelede Adıyaman ve Çevresi », *Gaziantep Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi*, vol. 11, n° 2, Niğde Üniversitesi, 2012, p. 555-585, disponible sur : <https://dergipark.org.tr/en/>.

Gaziantep sous son commandement¹⁵. Cet ami de Mustafa Kemal Atatürk et d'İsmet İnönü¹⁶ a par la suite siégé pendant trois mandats à la Grande Assemblée nationale de Turquie (TBMM) en tant que député de Malatya malgré son illettrisme¹⁷. Son parcours familial met en exergue les fractures à l'œuvre dans l'Anatolie rurale des années 1920 : une partie de sa famille, notamment son frère Zeynel Ağa et son gendre Şükrü Ağa, aurait participé à la révolte du Cheikh Saïd (1925)¹⁸, première révolte kurde d'ampleur¹⁹ qui a considérablement influencé les politiques anatoliennes de l'État turc kémaliste en consolidation. Dans le même temps, Hısnımansur est décrite dans le récit officiel comme une ville qui s'est élevée contre les séparatismes kurde et arménien des années 1920²⁰, faisant preuve d'une fidélité précoce envers la République. Hacı Bedir Ağa en particulier apparaît comme une personnalité historique qui s'est fermement opposée aux prétentions indépendantistes kurdes dans le sud-est de la Turquie en formation²¹.

La reconquête et la stabilisation de l'Anatolie par Mustafa Kemal Atatürk débouchent sur la ratification du traité de Lausanne en juillet 1923. La Constitution turque de 1924 confirme l'attache juridictionnelle entre Hısnımansur et Malatya : la ville devient un district de la province de Malatya, au même titre que les districts d'Akçadağ et de Kâhta. Le district de Besni, rattaché à la province de Gaziantep en 1926 pour des raisons de cohérence géographique, a finalement été attribué, lui aussi, à Malatya en 1933, contre la volonté de la population besnili qui souhaitait rester dans le giron de Gaziantep²². En 1927, le district de Hısnımansur décompte 265 villages (*köyler*, *köy* au singulier). La turquification des toponymes décidée par l'État turc entraîne, le 28 décembre 1928, le changement du

15. M. Gündüz, « Hacı Bedir Ağa'nın Millî Mücadeledeki Rolü ve Türkiye Büyük Millet Meclisi'ndeki Faaliyetleri », *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, vol. 35, n° 100, novembre 2019, p. 415-448, disponible sur : <https://atamdergi.gov.tr>.

16. İsmet İnönü, figure incontournable du passage à la République de Turquie, deviendra le second président de la République après la mort de Mustafa Kemal Atatürk. Sa présidence durera jusqu'en 1950, année à partir de laquelle l'échiquier politique turc est dominé par le Parti démocrate (DP).

17. M. Gündüz, « Hacı Bedir Ağa'nın Millî Mücadeledeki Rolü ve Türkiye Büyük Millet Meclisi'ndeki Faaliyetleri », *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, vol. 35, n° 100, novembre 2019, p. 415-448, disponible sur : <https://atamdergi.gov.tr>.

18. *Ibid.*

19. La révolte du Cheikh Saïd (1925) est considérée comme la première révolte kurde d'ampleur de l'histoire de la République de Turquie. Cette révolte est la réaction directe des *tarikatarlar* (confréries généralement soufies) à la sécularisation du pays lancée par l'abolition du califat en 1924. Elle se terminera avec l'exécution de son chef de file le 29 juin 1925.

20. S. Vakkas Toprak, « 1835 tarihli nüfus sayımına göre XIX. yüzyılın ilk yarısında Hısnımansur (Adıyaman) », *Adıyaman Üniversitesi Yayınları*, 2018.

21. Certaines dispositions prises dans le traité de Sèvres (1920), traité confirmant le démembrement de l'Empire ottoman, allaient dans le sens de l'établissement d'un État kurde indépendant rassemblant les régions kurdes du sud-est de la Turquie. Ces dispositions ont été contrecarrées par le traité de Lausanne (1923) qui accordait les territoires orientaux de l'actuelle Turquie à la nouvelle République, à l'exception de la région de Hatay (qui devient turque en 1936).

22. S. Vakkas Toprak, « 1835 tarihli nüfus sayımına göre XIX. yüzyılın ilk yarısında Hısnımansur (Adıyaman) », *Adıyaman Üniversitesi Yayınları*, 2018.

nom de Hisnımansur²³ en Adiyaman²⁴ ²⁵ ; Kerem Öktem estime à 68 % les changements de toponymes, en l'occurrence des noms de villages qui étaient généralement d'origine arménienne, kurde ou arabe, dans la province d'Adiyaman²⁶.

La simplification de l'histoire d'Adiyaman comme celle d'une ville intégralement investie dans la lutte nationale en soutien de Mustafa Kemal Atatürk est caractéristique de la « sacralisation du réduit anatolien » dans l'historiographie kémaliste²⁷. Par ailleurs, les pratiques de turquification des toponymes soulignent la manière dont certaines traces patrimoniales minoritaires ont été passées sous silence dans le récit national turc. Ainsi, le travail de pistage des histoires minoritaires alternatives au grand récit national à Adiyaman se poursuit, en prenant en compte le manque de ressources écrites à disposition et la dissimulation des expressions minoritaires dans l'espace public.

Des minorités historiques qui ne font pas l'Histoire

Derrière cette histoire administrée subsistent des histoires minoritaires dont les traces physiques constituent les principaux sites patrimoniaux actuels d'Adiyaman. Le royaume de la Commagène, royaume hellénistique fondé en 163 av. J.-C. qui avait pour capitale Samosate (actuelle Samsat), est une référence volontiers intégrée dans la grande histoire d'Adiyaman dans la mesure où le *Hierothesion*, ce temple-tombeau édifié à la gloire d'Antiochos I^{er} de Commagène et situé au sommet du mont Nemrut (*Nemrut Dağ*)²⁸, est une des principales traces patrimoniales économiquement valorisables de la province. La nécropole de Perrhé fait

23. Les théories concernant l'origine du nom Hisnımansur sont multiples et imprécises. Ce nom pourrait provenir de l'arabe « Hisn el-Mansur » qui signifie « le château de Mansur », du nom du Calife Abbaside Al-Mansûr (714-775). Voir R. Arslan, « XIX Yüzyılda Adiyaman'da Sosyo-Ekonomik Yapı », Dumlupınar Üniversitesi, *Sosyal Bilimler Dergisi*, n° 26, avril 2010, disponible en ligne : <https://scholar.google.fr/>.

24. Le nom « Adiyaman » préexistait au changement de nom officiel de la ville dans la mesure où William Francis Ainsworth, chirurgien, voyageur, géographe et écrivain britannique ayant voyagé dans la région en 1838-1839, fait déjà mention de ce nom dans ses écrits. « Hisnımansur » est le nom utilisé par l'administration ottomane tandis qu'« Adiyaman » est déjà utilisé au niveau local. Selon certaines sources, le nom « Adiyaman » se réfère à une légende locale des « Yedi Yaman », ou Sept Coriaces, en référence à une fratrie de sept hommes s'étant rebellés contre leur père païen à l'époque de la Commagène.

25. S. Vakkas Toprak, « 1835 tarihli nüfus sayımına göre XIX. yüzyılın ilk yarısında Hisnımansur (Adiyaman) », *Adiyaman Üniversitesi Yayınları*, 2018.

26. K. Öktem, « The Nation's Imprint: Demographic Engineering and the Change of Toponyms in Republican Turkey », *European Journal of Turkish Studies*, n° 7, 2008, disponible en ligne : <https://journals-openedition-org.fr>.

27. É. Copeaux, « Chapitre VIII. Sous la Turquie, l'Anatolie », in *Espaces et temps de la nation turque*, Paris, CNRS Éditions, 1997, disponible sur : <https://books-openedition-org.fr>.

28. Le Hierothesion est un temple-tombeau édifié à la gloire de Antiochos I^{er} (69-34 av. J.-C.). Voir la page de l'UNESCO à propos du Nemrut Dağ, disponible sur : <https://whc.unesco.org>.

aussi partie intégrante des vestiges de la Commagène valorisés dans la mesure où Perrhé constituait un chef-lieu du royaume, à l'inverse de Samosate, elle aussi ville centrale du royaume, dont les vestiges ont été immergés sous le lac Atatürk. Le royaume de la Commagène a été christianisé au moment des conquêtes romaines en 64 av. J.-C., mais ses références chrétiennes ne sont pas adressées en tant que telles dans l'historiographie d'Adıyaman. Islamisée au VII^e siècle, la région conserve toutefois des traces des cultures et des religions antérieures. Zone de peuplements minoritaires comme le reste de l'Anatolie du sud-est (*Güneydoğu Anadolu Bölgesi*), l'actuelle province d'Adıyaman a historiquement été (et est encore) habitée par des Kurdes, des Alévis, des Chrétiens, notamment des Syriaques et des Arméniens dont on peut plus ou moins retracer les histoires.

Au XIX^e siècle, la ville de Hısnımansur disposait ainsi de quatre établissements éducatifs non musulmans, en l'occurrence chrétiens, dont l'église arménienne (*Ermeni Kilisesi*) qui enseignait à 72 élèves, l'église protestante (*Köprülü Protestan*) qui enseignait à 20 élèves, l'église catholique (*Paşapınarı Katolik*) qui enseignait à 18 élèves et l'église syriaque (*Süryani Kilisesi*) qui enseignait à 15 élèves²⁹. Avant 1914, 5 202 Arméniens vivaient dans les 21 localités arméniennes du *kaza* d'Hısnımansur³⁰ ; à partir de 1915, la ville est devenue une zone de transit pour les populations arméniennes déportées³¹, avant que les hommes ne soient exécutés et que le reste des personnes soit déplacé à l'extérieur du centre-ville. Si l'élimination ou le départ³² de la plus grande partie de la communauté arménienne pendant et après 1915 a marqué la démographie de la ville, quelques familles arméniennes et chrétiennes orthodoxes subsistent cependant aujourd'hui à Adıyaman. Elles se regroupent généralement avec les familles syriaques pour pratiquer leur religion : ainsi, l'église syriaque Mor Petrus et Mor Pavlus d'Adıyaman accueille 150 familles pour le culte. Cette église syriaque a été rénovée entre 2010 et 2011³³, signe d'ouverture en direction des communautés non musulmanes par l'AKP après son arrivée à la tête de l'État en 2002. Si ce geste a permis de rasséréner les communautés chrétiennes sur leur liberté de culte et d'association, il a aussi entraîné une certaine brouille identitaire, n'accordant notamment pas d'existence symbolique à la communauté

29. R. Arslan, « XIX Yüzyılda Adıyaman'da Sosyo-Ekonomik Yapı », *Dumlupınar Üniversitesi, Sosyal Bilimler Dergisi*, n° 26, avril 2010, disponible en ligne : <https://scholar.google.fr>.

30. « 7. Déportations et massacres dans le vilayet de Harpout/Mamuret ul-Aziz », in R. H. Kévorkian, *Le Génocide des Arméniens*, Paris, Odile Jacob, 2006. p. 469-532, disponible sur : www.shs.cairn.info.

31. *Ibid.*

32. Missak Manouchian a fui à 16 ans la petite ville d'Adıyaman en direction de la France après que sa famille a été tuée durant le génocide arménien.

33. Cette église syriaque, construite en 1701, est liée au Métropolitain Mor Grigoriyos Melki Ürek, un des quatre Métropolitains de Turquie. Voir O. Pehlül, « Séismes en Türkiye : L'église syriaque d'Adıyaman fortement endommagée », *Anadolu Ajansı*, 28 février 2023, disponible sur : www.aa.com.tr.

arménienne et confirmant pour les Syriques le statut de communauté chrétienne de référence dans ce périmètre³⁴.

La brouille de ces identités dont l'histoire est lacunaire explique en partie une spécificité de l'Adiyaman contemporaine vécue comme très positive : l'absence apparente d'instrumentalisation des appartenances communautaires, ethniques ou religieuses, à des fins politiques. L'exemple alévi l'illustre. La ville abrite une importante communauté alévie, de 30 % selon certains³⁵, ainsi que deux *cemevi*. Cependant, les tentatives du Parti de l'unité (*Birlik Partisi*, BP), parti de gauche axé sur la défense des droits des Alévis de s'implanter dans la ville, n'ont pas fonctionné, comme au niveau national d'ailleurs. La province d'Adiyaman était l'une des 29 provinces (sur 67) où le BP a proposé une liste aux élections législatives de 1969, pour obtenir seulement 1,7 % des voix. Devenu le Parti de l'unité turque (*Türkiye Birlik Partisi*, BP), il s'est à nouveau présenté dans la province lors des législatives de 1973, avec pour résultat 0,7 % des suffrages. La faiblesse de l'impact des argumentaires identitaires dans le champ politique fait écho à la flexibilité culturelle revendiquée par les communautés religieuses elles-mêmes à Adiyaman : les fidèles des *cemevi* y soulignent la flexibilité, voire la porosité sociale, des cultes alévi et sunnite, soulignant la facilité de la conversion ainsi que la fréquence des mariages entre sunnites et alévis³⁶.

Adiyaman est par ailleurs aujourd'hui une ville majoritairement peuplée de Kurdes ; certains habitants revendiquent la statistique de 80 % de Kurdes dans la ville, bien que cela ne soit pas vérifiable³⁷. La kurdité y est une référence quotidienne : beaucoup de mots en kurde (*kurmandji*) sont employés dans les échanges oraux et les personnes se présentent aisément comme Kurdes. Mais cette identité n'est pas associée à un argumentaire politique d'opposition à l'État central, et le militantisme pro-kurde, très présent dans le Sud-Est anatolien, semble ici être moindre³⁸. À titre d'exemple, si le Parti des travailleurs du Kurdistan (*Partiya Karkerên Kurdistan*, PKK) a été sporadiquement présent à Adiyaman dans les années 1990, son implantation n'a été ni forte ni durable³⁹. Les partis pro-kurdes sont présents dans le paysage, mais ne pratiquent pas un antagonisme

34. Beaucoup d'Arméniens survivant dans la province avaient choisi la conversion au sunnisme ; cependant, le retour de certains Arméniens au christianisme dans les années 2000-2010, dans un contexte de relative détente entre l'État et les communautés chrétiennes, a été notable dans la région. Voir L. Ritter et M. Sivalsian, « Les restes de l'épée : les arméniens cachés et islamisés de Turquie », Marseille, Thaddée, 2012, indisponible en ligne.

35. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adiyaman.

36. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adiyaman.

37. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adiyaman. Puisqu'il n'existe pas de statistiques ethniques en Turquie, cette statistique est purement déclarative et a pour objectif l'affirmation identitaire de l'enquêté. Toutefois, l'originalité réside dans le fait que cette affirmation identitaire ne va pas de pair avec un positionnement politique particulier.

38. Voir la note de bas de page n° 6 à ce sujet.

39. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adiyaman.

programmatische ancré dans un imaginaire révolutionnaire et n'engrangent pas de scores très significatifs. À l'élection législative de juin 2015, lorsque le Parti démocratique des peuples (*Halkların Demokratik Partisi*, HDP) a fait de très bons résultats au niveau national, Adiyaman lui a donné 22,6 % des voix, probablement emportée par la popularité de son chef de file Selahattin Demirtaş⁴⁰. À cette exception près, la ville n'a jamais offert de score significatif aux partis kurdes successifs. Le parti DEM, direct successeur du HDP, est très minoritaire à Adiyaman et ses campagnes lors des échéances électorales se concentrent généralement autour d'un programme progressiste de gauche, notamment autour des questions de pouvoir d'achat par exemple, sans vraiment toucher aux enjeux identitaires qui sont plus fortement mobilisés à des fins électoralistes dans d'autres provinces de l'est de la région de l'Anatolie du sud-est. De manière humoristique, l'un de nos interlocuteurs dit ainsi qu'« ils [l'État turc] ont réussi à créer un Kurde de droite ici »⁴¹.

L'ambivalence historique d'Adiyaman, c'est-à-dire l'existence de plusieurs récits historiques en son sein, le cloisonnement entre ces récits et la méconnaissance croisée de ces récits, a entravé l'expression publique des appartenances minoritaires à Adiyaman. Si un département d'histoire de l'université d'Adiyaman travaille sur ces problématiques historiques – minoritaires ou non – dans leur contexte local, leur traitement dans le registre académique reste marginal. Dans ces conditions, ces histoires multiples ne sont pas instrumentalisées ni ne se transposent en aspirations politiques à l'époque contemporaine. L'appartenance à une communauté devient un marqueur de tradition, une familiarité sociale, plus qu'une source d'engagement politique. Cette coexistence pacifiée entre les communautés s'est montrée favorable aux partis conservateurs car elle a permis d'assurer la fidélité politique d'Adiyaman, notamment à partir de son érection en capitale provinciale en 1954.

40. Ce score reste bas en comparaison des scores du parti dans le reste de la région pour l'élection législative de 2015 : à Diyarbakır, le HDP obtient 77,7 % des voix pour cette élection ; à Mardin, 72,1 % des voix ; à Şanlıurfa, 38,1 % des voix.

41. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adiyaman.

Le « modèle Adıyaman » : de la fidélité à la dépendance à l'État

La création très politique de la province d'Adıyaman par le *Demokrat Parti* (DP) en 1954 avait suscité des espoirs de développement pour l'économie locale. Si quelques initiatives de dynamisation de l'activité au niveau provincial⁴² ont effectivement été initiées par l'État turc entre les années 1950 et 1980, elles n'ont jamais été particulièrement fructueuses. Le lancement du Projet d'Anatolie du sud-est (*Güneydoğu Anadolu Projesi*, GAP) en 1977 promettait aussi le début du dynamisme économique de la province autant qu'une amélioration des conditions de vie socio-économiques de sa population. Encore une fois, la province s'est vue mise au ban du développement économique qui touchait pourtant les provinces voisines. L'impact des mesures sécuritaires mises en place dans le cadre de la lutte contre le PKK à partir de 1991 a posé une chape de plomb sur la région de l'Anatolie du sud-est (*Güneydoğu Anadolu Bölgesi*), la rendant très peu attractive pour les investisseurs et pour les touristes. Si ses voisines se sont relevées des conséquences de cette période d'instabilité et de fermeture, Adıyaman n'a pas réussi cette reprise, devenant une « *metroköy* »⁴³ (métropole-village). L'arrivée de l'AKP aux fonctions municipales en 2004, un parti qui avait parié sur le « développement local » (*yerel kalkınma*) durant sa campagne municipale, n'a pas non plus contribué à l'ouverture de cette ville. Ainsi, la ville d'Adıyaman et sa province ont érigé un « modèle Adıyaman », c'est-à-dire celui d'une marge conservatrice pacifiée fidèle à l'État et dépendante économiquement de celui-ci.

42. L'activité économique de la région d'Adıyaman au XIX^e siècle était principalement tournée sur la production agricole et l'élevage. Les productions étaient généralement autoconsommées et le commerce était majoritairement interne à l'Empire. « XIX. Yüzyılda Adıyaman'da buğday [...], arpa, pamuk, pırınç, mercimek, nohut, bakla, küşne, darı [...], soğan, sarımsak, fasulye, patates gibi tarım ürünleri yetiştirilmiştir. [...] bir belgede Adıyaman ve çevresinde çok miktarda bağ ve bahçenin olduğu kaydedilmektedir. Bu bağ ve bahçelerde kayısı, dut, elma, armut, erik, kızılçık, şeftali, kavun, karpuz ve nar yetiştirildiği bilinmektedir » « [Des produits agricoles tels que le blé [...], l'orge, le coton, le riz, les lentilles, les pois chiches, les fèves, le küşne, le millet [...], les oignons, l'ail, les haricots et les pommes de terre étaient cultivés à Adıyaman au XIX^e siècle. [...] Un document indique qu'Adıyaman et ses environs possédaient un grand nombre de vignobles et de jardins. On sait que l'abricot, la mûre, la pomme, la poire, la prune, la canneberge, la pêche, le melon, la pastèque et la grenade étaient cultivés dans ces vignobles et jardins] ». Le tabac (*tütün*) est aussi produit dans la région. Sa production était taxée par les autorités ottomanes et constituait une manne financière notable pour celles-ci. Voir R. Arslan, « XIX Yüzyılda Adıyaman'da Sosyo-Ekonomik Yapı », Dumlupınar Üniversitesi, *Sosyal Bilimler Dergisi*, n° 26, avril 2010, disponible sur : <https://scholar.google.fr/>.

43. Expression utilisée par un enquêté lors d'un entretien, octobre 2024, Adıyaman.

Une province créée par le Demokrat Parti (DP) en 1954 : stratégie politique et promesse de développement économique

La ville d'Adıyaman est séparée de Malatya et érigée au rang de capitale provinciale par la loi n° 6418 du 1^{er} décembre 1954⁴⁴. Cette séparation défendue par les députés du Parti démocrate (*Demokrat Parti*, DP)⁴⁵, devant la Grande Assemblée nationale de Turquie (*Türkiye Büyük Millet Meclisi*, TBMM) est initialement justifiée pour des raisons de cohérence géographique, économique, sociale et culturelle⁴⁶. En effet, la connectivité entre Adıyaman, et ses villages alentour, et Malatya est entravée par la géographie montagneuse mais aussi par le climat montagnard de cette région entrecoupée par les monts de l'Anti-Taurus, particulièrement durant la saison hivernale⁴⁷. Si ces conditions géographiques et climatiques ont longtemps empêché le développement économique d'Adıyaman, sa séparation de Malatya lui permettra de s'ouvrir selon Nanuk Gedik, ministre de l'Intérieur des gouvernements du Premier ministre Adnan Menderes entre 1954 et 1960⁴⁸. Dans le même temps, la transformation d'Adıyaman en capitale provinciale permettra de faciliter les relations entre l'État et la population locale afin de travailler sur le développement économique et social de la région⁴⁹. Grâce aux promesses de développement économique qui l'accompagnent, la décision de division des deux villes obtient un large soutien au sein de la population locale⁵⁰ : « *Ayrıca vilayet olacak Adıyaman'da "işsiz ve monoton hayat" bitecektir, "kültürsüz Adıyaman" kültüre, "yolsuz Adıyaman" yola, "dertli Adıyaman" şifaya kavuşacaktır* », « [En outre, "la vie monotone et sans emploi" prendra fin à Adıyaman, "Adıyaman inculte" aura une culture, "Adıyaman sans route"

44. Pour un retour en image sur les commémorations qui ont eu lieu le 1^{er} décembre 1954, des vidéos d'archive de la Direction générale de la presse, des publications et du tourisme (*Basın - Yayın - Turizm Genel Müdürlüğü*) sont disponibles en ligne. Voir « Adıyaman İl Oluşu 1954 » [Formation de la province d'Adıyaman 1954], Besni Yenibakış Gazetesi, YouTube, disponible sur : www.youtube.com.

45. Le Parti démocrate (DP) est un parti de droite conservatrice créé en 1946. Par sa victoire à l'élection législative de 1950, il est le premier parti à gagner des élections face au Cumhuriyet Halk Partisi (CHP) de l'histoire de la République de Turquie. La création puis la victoire du DP aux élections législatives de 1950 marque le début du multipartisme en Turquie.

46. A. Gülen, « Demokrat Parti Döneminde Adıyaman Vilayetinin Kuruluşuna Dair Bir Tartışma », *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, vol. 104, 2021, p. 357-382, disponible sur : www.dergipark.org.tr.

47. S. Vakkas Toprak, « 1835 tarihli nüfus sayımına göre XIX. yüzyılın ilk yarısında Hısnımansur (Adıyaman) », *Adıyaman Üniversitesi Yayınları*, 2018.

48. S. Vakkas Toprak, « 1835 tarihli nüfus sayımına göre XIX. yüzyılın ilk yarısında Hısnımansur (Adıyaman) », *Adıyaman Üniversitesi Yayınları*, 2018.

49. A. Gülen, « Demokrat Parti Döneminde Adıyaman Vilayetinin Kuruluşuna Dair Bir Tartışma », *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, vol. 104, 2021, p. 357-382, disponible sur : www.dergipark.org.tr.

50. M. Gündüz, « Adıyaman Kazasının Vilayet Olması ve Bu Süreçte Yaşanan Gelişmeler », *Kent Araştırmaları Dergisi*, 2019, vol. 10, n° 28, p. 1230-1254, disponible sur : www.dergipark.org.tr.

aura des routes, “Adıyaman troublé” aura une guérison] »⁵¹. Face aux oppositions de la ville de Besni concernant son rattachement administratif et juridictionnel à la nouvelle province d'Adıyaman, les députés et le gouvernement DP promettent la construction d'une route entre les deux villes⁵², assurant du même temps une amélioration de la connectivité d'Adıyaman⁵³.

La décision de séparer Adıyaman et Malatya appuie aussi une stratégie politique du DP au service de son ancrage au niveau local, ancrage ayant permis au DP de monopoliser la politique turque pendant une décennie⁵⁴. Durant la campagne pour les élections législatives du 2 mai 1954, Refik Koraltan, membre du DP et alors président de la TBMM, se rend à Adıyaman et promet la transformation de la ville en capitale provinciale durant son discours⁵⁵. Avant cela, Rafik Koraltan aurait d'ailleurs sous-entendu que les faveurs de la population d'Adıyaman envers le DP aux élections seraient récompensées par la provincialisation : « *Eğer seçimlerde bütün Adıyamanlılar reylerini DP['ye verir ve Halk partisine bir rey dahi vermezlerse seçimlerden sonra Adıyaman['ın vilayet olması mukadderdir* », « [Si tous les Adıyamanlı donnent leur voix au DP lors des élections et ne donnent pas une seule voix au Parti républicain du peuple [CHP], Adıyaman est destiné à devenir une province après les élections] »⁵⁶. Si la division administrative reliant Malatya à Adıyaman avait toujours été favorable au CHP en raison de la fidélité de Malatya au parti kémaliste, elle avait aussi toujours été défavorable aux positions pro-DP de la ville d'Adıyaman. La division d'Adıyaman et de Malatya et la création de la province d'Adıyaman a ainsi permis de faire valoir les voix pro-DP d'Adıyaman aux élections législatives. Celles-ci⁵⁷, organisées à la suite de la division des deux villes le 27 octobre 1957⁵⁸, sont un succès pour le DP dans

51. A. Gülen, « Demokrat Parti Döneminde Adıyaman Vilayetine Kuruluşuna Dair Bir Tartışma », *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, vol. 104, 2021, p. 357-382, disponible sur : www.dergipark.org.tr.

52. *Ibid.*

53. S. Vakkas Toprak, « 1835 tarihli nüfus sayımına göre XIX. yüzyılın ilk yarısında Hısnımansur (Adıyaman) », *Adıyaman Üniversitesi Yayınları*, 2018.

54. La DP sera à la tête de l'État turc entre 1950 et 1960. Il sera renversé par le coup d'État militaire du 27 mai 1960 planifié par Cemal Gürsel et d'autres officiers de l'armée turque. Ce coup d'État entraînera le jugement par un tribunal militaire de plusieurs personnalités politiques du DP, dont Adnan Menderes qui sera exécuté sur l'île d'İmralı le 17 septembre 1961.

55. A. Gülen, « Demokrat Parti Döneminde Adıyaman Vilayetine Kuruluşuna Dair Bir Tartışma », *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, vol. 104, 2021, p. 357-382, disponible sur : www.dergipark.org.tr.

56. A. Gülen, « Demokrat Parti Döneminde Adıyaman Vilayetine Kuruluşuna Dair Bir Tartışma », *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, vol. 104, 2021, p. 357-382, disponible sur : www.dergipark.org.tr.

57. Résultats aux scrutins législatifs entre 1946 et 1957 : pour la province de Malatya en 1946, 12 sièges sur 12 pour le CHP ; pour la province de Malatya en 1950, 11 sièges sur 11 pour le CHP ; pour la province de Malatya en 1954, 12 sièges sur 12 pour le CHP ; pour la province de Malatya en 1957, 9 sièges sur 9 pour le CHP et pour la province d'Adıyaman la même année, 5 sièges sur 5 pour le DP.

58. Pour obtenir les résultats des scrutins électoraux, se référer au quotidien en ligne Yeni Şafak : www.yenisafak.com/secim ; certaines inexactitudes substituent, notamment concernant les dates exactes des scrutins, pour cela se référer au site du Conseil électoral supérieur (Yüksek Seçim Kurulu, YSK), disponible sur : www.ysk.gov.tr.

la province d'Adıyaman : les cinq sièges de la province d'Adıyaman sont remportés par le DP ; pour ces mêmes élections, la province de Malatya fait gagner ses neuf sièges au CHP⁵⁹. Ainsi, la défense de la division administrative entre Adıyaman et Malatya par le gouvernement et les députés DP constitue une stratégie politique d'optimisation des divisions administratives à la faveur du DP, autant qu'un remerciement à Adıyaman pour sa fidélité. Dans cette perspective, l'érection d'Adıyaman au rang de capitale provinciale s'inscrit dans la chronologie d'une pérennisation de la fidélité des marges par le DP en échange d'une promesse de prospérité économique au niveau provincial.

La province sera ultérieurement élargie : en 1958, le district de Gölbaşı se greffe à la province d'Adıyaman ; en 1960, le district de Samsat ; en 1990, le district de Tut ; en 1991, le district de Sincik. Aujourd'hui, la province décompte huit districts (*ilçeler*, *ilçe* au singulier)⁶⁰.

La province d'Adıyaman est marquée par une forme de fidélité à l'État, mais aussi par une forme de dépendance à l'État pour son développement économique. Si les tentatives étatiques de planification économique à des fins de développement de la province sont notables dans la seconde moitié du XX^e siècle, elles sont confrontées aux échecs successifs et à la persistance d'un modèle fermé.

Les déceptions économiques d'Adıyaman

Adıyaman et l'économie planifiée turque

Les promesses de développement économique énoncées dans les années 1950 par le DP n'ont pas contribué à faire d'Adıyaman un centre économique notable dans la seconde moitié du XX^e siècle. Jusqu'aux années 1980, l'économie turque est planifiée, accordant une place prépondérante aux entreprises d'État monopolistiques telles que la Sümerbank, dont les filiales étaient dédiées à favoriser le développement économique des territoires les moins dynamiques. L'industrie manufacturière a été lancée à Adıyaman à travers l'implantation d'une usine d'égrenage et de filature de coton (*pamuk*) de la Sümerbank (la *Sümerbank Adıyaman Pamuklu Dokuma Sanayii Müessesesi*) en 1967⁶¹ ; en 1985, cette filiale emploie 779 ouvriers et 52 fonctionnaires⁶². Une

59. S. Vakkas Toprak, « 1835 tarihli nüfus sayımına göre XIX. yüzyılın ilk yarısında Hısnımansur (Adıyaman) », *Adıyaman Üniversitesi Yayınları*, 2018.

60. « Adıyaman Tarihi », T.C. Adıyaman Valiliği, disponible sur : www.adiyaman.gov.tr.

61. M. Bakırcı, « Adıyaman'da İmalat Sanayinin Gelişimi ve Yapısı », *Türk Coğrafya Dergisi*, n° 59, p. 45-58, disponible sur : www.dergipark.org.tr.

62. Y. Koç, « Sümerbank nasıl yaratıldı ve yok edildi ? », *Aydınlık Gazetesi*, 16 novembre 2020, disponible sur : www.yildirimkoc.com.tr.

cimenterie et une usine de lait seront ouvertes dans la décennie 1970⁶³. Toutefois, l'activité industrielle à Adıyaman reste très marginale et les activités agricoles restent les principales activités génératrices de revenus pour la population d'Adıyaman. La production en monoculture du tabac (*tütün*) prend une place notable dans l'économie locale à partir des années 1970 : les productions étaient partiellement achetées par la *Tekel*⁶⁴, entreprise semi-publique monopolistique dans le secteur du tabac et des boissons alcoolisées, et partiellement revendues de manière informelle. Le tabac permettait alors à de nombreuses familles de garantir leur indépendance financière⁶⁵.

Adıyaman et le Güneydoğu Anadolu Projesi (GAP)

Le lancement du Projet de l'Anatolie du sud-est (*Güneydoğu Anadolu Projesi*, GAP) en 1977 étayait la promesse de prospérité régionale longtemps faite aux populations de la province : le plan directeur publié en 1989 annonçait ainsi l'objectif d'une hausse de 7,7 % du PRB (produit régional brut, *Gayrisafi Bölgesel Hasıla'nın*) par habitant chaque année⁶⁶. Adıyaman est concernée par deux volets du projet : le projet « Adıyaman - Kâhta » qui met à disposition 77 824 hectares de terres irrigables ; le projet « Adıyaman-Göksu-Araban » qui met à disposition 71 598 hectares de terres irrigables⁶⁷. Dans les faits, la construction du barrage Atatürk sur l'Euphrate⁶⁸ a entraîné l'immersion, et donc la disparition, de plusieurs dizaines de villages de la province d'Adıyaman ; environ 50 000 personnes ont été définitivement déplacées pour permettre les travaux⁶⁹. Le « don » de 250 villages par les *adıyamanlı* au profit de ce projet d'envergure est perçu comme un vrai sacrifice au niveau local auquel il est encore fait régulièrement référence⁷⁰.

En réalité, les retombées du GAP ont été minimes pour la province d'Adıyaman. D'une part, l'exploitation des ressources hydriques mises à disposition par le GAP n'est pas égalitaire : si la ville de Şanlıurfa, autre ville supposément bénéficiaire du projet en raison de sa proximité avec le lac du

63. M. Bakırcı, « Adıyaman'da İmalat Sanayinin Gelişimi ve Yapısı », *Türk Coğrafya Dergisi*, n° 59, p. 45-58, disponible sur : www.dergipark.org.tr.

64. E. Kayaalp, « Farmers as Dispossessed Citizens. The Remaking of the Tobacco Market in Adıyaman », *Ethnologie française*, vol. 44, n° 2, 2014, p. 207-214, disponible sur : www.shs.cairn.info.

65. Entretien par l'auteur, mai 2024, Adıyaman.

66. « GAP Master Planı (1989) », GAP Bölge Kalkınma İdaresi Başkanlığı, T.C. Sanayi ve Teknoloji Bakanlığı, disponible sur : www.gap.gov.tr.

67. D. Bischoff et J.-F. Pérouse, « I. Le projet du GAP : ambitions et réalisations », *La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est anatolien*, Institut français d'études anatoliennes, 2003, disponible sur : www.books-openedition.org.

68. Sa construction a commencé en 1983.

69. D. Bischoff et J.-F. Pérouse, « III. Des impacts socio-économiques discutés », « La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est anatolien », Institut français d'études anatoliennes, 2003, disponible sur : www.books-openedition.org.

70. Entretien par l'auteur, octobre 2024, Adıyaman.

barrage Atatürk, a les moyens financiers d'exploiter les ressources du barrage, ce n'est pas le cas d'Adiyaman. En effet, les disparités économiques entre les deux villes ont entraîné une évolution différenciée de leurs infrastructures de pompage de l'eau ainsi que l'accès aux ressources électriques nécessaires au pompage ; Adiyaman, située en hauteur de l'immense retenue d'eau, n'a jamais eu les ressources nécessaires pour bénéficier pleinement des ressources hydriques du barrage Atatürk⁷¹. Aussi, dans le contexte de lancement du GAP, la revente de terres – généralement des terres qui étaient détenues par l'État mais exploitées par des agriculteurs locaux non propriétaires – à de grands propriétaires terriens a considérablement modifié la structure de production agricole de la province⁷² ; les agriculteurs non propriétaires ayant perdu leurs parcelles à cultiver se sont tournés vers des secteurs d'emploi alternatifs, à commencer par le travail saisonnier⁷³. Le phénomène s'est amplifié à partir des années 2000, poussant 150 000 personnes chaque année à se déplacer depuis les régions de Gaziantep, de Şanlıurfa, d'Adiyaman et de Siirt en direction de la plaine de Çukurova, région d'agriculture intensive⁷⁴ ; certains d'entre eux ont élu domicile dans la région de Çukurova tandis que d'autres continuent leurs migrations saisonnières⁷⁵. Les habitants d'Adiyaman dénoncent donc les retombées différenciées du GAP, notamment par rapport à Şanlıurfa devenue, grâce à une gestion efficace de l'eau et des infrastructures adéquates, un centre économique important⁷⁶. Le sentiment d'injustice vis-à-vis de Şanlıurfa s'étend à d'autres grandes villes dont le développement économique a été clairement favorisé par le GAP, telles Gaziantep, Diyarbakır ou encore Mardin. À titre d'exemple, si Adiyaman et Mardin avaient des PIB provinciaux similaires en 2005 (2 364 280 milliers de TL pour Adiyaman et 2 807 350 milliers de TL pour Mardin), leurs trajectoires de croissance sont divergentes : en 2023, le PIB provincial d'Adiyaman s'élève à 95 617 180 milliers de TL tandis que celui de Mardin s'élève à 149 513 566 milliers de TL. Dans ces conditions, le sacrifice des villages au moment de la construction du barrage Atatürk est perçu comme une perte de parcelles productives aux dépens de l'économie de la province plutôt que comme un pas vers plus de prospérité économique⁷⁷.

71. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adiyaman. Voir le constat de problèmes en termes d'irrigation à la page 71 du « Adiyaman Tarımsal Master Planı » publié en 2004 : TARIM VE KÖYİŞLERİ BAKANLIĞI, ADIYAMAN TARIM İL MÜDÜRLÜĞÜ, « Adiyaman Tarımsal Master Planı », décembre 2004, disponible sur : www.tarimorman.gov.tr.

72. D. Bischoff et J.-F. Pérouse, « III. Des impacts socio-économiques discutés », « La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est anatolien », Institut français d'études anatoliennes, 2003, disponible sur : www.books-openedition.org.

73. *Ibid.*

74. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adiyaman.

75. D. Bischoff et J.-F. Pérouse, « III. Des impacts socio-économiques discutés », La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est anatolien, *op. cit.*

76. *Ibid.*

77. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adiyaman.

Les activités agricoles à Adıyaman

Malgré sa richesse en surfaces agricoles cultivées et sa relative compétitivité pour la production de céréales et autres végétaux dans les années 2000, le développement du secteur agricole d'Adıyaman n'est pas non plus comparable à celui des provinces voisines. À titre d'exemple, Adıyaman disposait de 248 936 hectares cultivés en 2005, réduits à 173 966 en 2023. Gaziantep disposait pour sa part de 215 012 hectares en 2005, 127 513 en 2023⁷⁸. Si l'évolution des surfaces cultivées est comparable, les quantités de marchandises végétales produites ont considérablement cru entre 2005 et 2023 pour Gaziantep (613 326 tonnes en 2005 ; 1 105 434 tonnes en 2023) alors qu'elles ont stagné pour Adıyaman (607 155 en 2005 ; 686 919 tonnes en 2023). L'incapacité d'Adıyaman à exploiter l'eau du barrage l'a pénalisée sur les marchés nationaux et mondiaux. La province tient la position de tête de la production d'amandes en Turquie⁷⁹, ce qui semble paradoxal dans la mesure où cette production nécessite des ressources hydriques conséquentes ; les districts de Kahta, Besni et Gölbaşı y tiennent une grande part mais les productions y sont plutôt récentes⁸⁰, sous-entendant une recomposition de ce secteur de production agricole ainsi que des disparités internes à la province, entre districts, en termes d'accès aux ressources hydriques. Des financements à hauteur de 50 % des systèmes d'irrigation individuels (pour les petits producteurs) par le ministère de l'Agriculture et de la Forêt sont proposés en ce début d'année 2025⁸¹, soulignant que ces disparités d'accès à l'eau sont encore une fois partagées entre petits producteurs et grands producteurs agricoles. La problématique qui s'applique à la production d'amandes est similaire à celle du coton. Par ailleurs, des productions locales traditionnelles comme le sarrasin ou le lin ont été abandonnées en raison de leur caractère non concurrentiel⁸². La production de tabac, véritable richesse historique de la province - la fierté d'être l'une des premières villes productrices de tabac en Turquie reste très forte à Adıyaman – a été très fortement contrainte par la loi sur le tabac n° 4733 à partir de 2002. En privatisant la Tekel, qui avait jusqu'alors le monopole sur le secteur du tabac, et en ouvrant le secteur à la concurrence, cette loi a imposé une agriculture contractuelle marginalisant les petits cultivateurs qui n'avaient plus la capacité d'attirer des contrats et consolidant l'assise des plus gros entrepreneurs, seuls capables de répondre à la demande

78. Toutes ces données sont tirées de la plateforme en ligne de la TÜİK (Türkiye İstatistik Kurumu), « e-hizmetler », « il göstergeleri », disponible sur : <https://biruni.tuik.gov.tr>.

79. O. Pehlul, « “Badem diyarı” Adıyaman'da üretim yükselişte », Anadolu Ajansı, 15 novembre 2024, disponible sur : www.aa.com.tr.

80. *Ibid.*

81. T. C. Tarım ve Orman Bakanlığı, Adıyaman İl Tarım ve Orman Müdürlüğü, « % 50 Hibe Destekli Bireysel Sulama Sistemlerinin Desteklenmesi İçin Başvurular Başladı », T. C. Tarım ve Orman Bakanlığı, Adıyaman İl Tarım ve Orman Müdürlüğü, 3 mars 2025, disponible sur : <https://adiyaman.tarimorman.gov.tr>.

82. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adıyaman.

des grandes multinationales⁸³. Les petits producteurs continuent à vendre leur production sur place, en petites quantités et généralement de façon informelle : de nombreux magasins de tabac en vrac sont visibles dans les rues commerçantes de la ville⁸⁴.

Les activités industrielles et manufacturières à Adıyaman

Un certain nombre d'activités industrielles, en particulier manufacturières, se sont développées à Adıyaman dans les années 1990. Malgré la place prépondérante de l'agriculture dans la province et bien que la mécanisation de l'agriculture ait touché la province au même titre que le reste du pays⁸⁵, l'agro-industrie et notamment la production d'engins agricoles à Adıyaman n'ont pas pris une place importante dans la répartition sectorielle de son industrie. En 1986, la province comptait dix entreprises de production d'engins agricoles⁸⁶ contre seulement deux désormais⁸⁷ ; selon les chiffres de la préfecture d'Adıyaman, la production industrielle de machines et d'équipements constitue 0,7 % de son industrie⁸⁸. Plus largement, une « zone industrielle organisée » (*Adıyaman Organize Sanayi Bölgesi*) a été mise en place à partir de 1991⁸⁹ et plusieurs entreprises s'y sont implantées : en 1994, 28 entreprises industrielles y emploient 3 192 personnes, dont 11 dans le secteur du textile⁹⁰ ; en 1998, 91 entreprises industrielles y sont actives à Adıyaman, dont 54 dans le secteur du textile⁹¹. En 2001, l'industrie du textile représente 42 % de l'activité industrielle d'Adıyaman et emploie 5 124 personnes⁹². Pour Adıyaman, le textile est ainsi un des secteurs les plus porteurs à la fois en termes de création d'emploi et de richesse. Toutefois, la ville affiche un certain retard de développement industriel si on la compare aux villes voisines. De même, la province, très riche en pétrole – elle assure 20 % de la production nationale turque de pétrole brut⁹³ –, n'a tiré aucun

83. E. Kayaalp, « Farmers as Dispossessed Citizens: The Remaking of the Tobacco Market in Adıyaman », *Ethnologie française*, vol. 44, n° 2, 2014, p. 207-214, disponible sur : www.shs.cairn.info.

84. La perpétuation de la vente informelle de tabac fait prendre le risque d'une amende aux vendeurs mais les bénéfices de l'activité restent notables, ce qui les pousse à continuer. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adıyaman.

85. Z. Özdemir, « Türkiye'de Traktör Endüstrisinin İktisadi Analizi », thèse de doctorat, université d'Istanbul, Institut de sciences sociales, département d'économie, Istanbul, 1990, disponible sur : <https://nek.istanbul.edu.tr>.

86. *Ibid.*

87. « Tarım ve ormancılık makinelerinin imalatı », *Türkiye Odalar ve Borsalar Birliği*, disponible sur : <https://sanayi.tobb.org.tr>.

88. « Adıyaman Ekonomisi », T.C. Adıyaman Valiliği, disponible sur : www.adiyaman.gov.tr.

89. « Tarım », T.C. Adıyaman İl Özel İdaresi, disponible sur : www.adiyamanozelidare.gov.tr.

90. M. Bakırcı, « Adıyaman'da İmalat Sanayinin Gelişimi ve Yapısı », *Türk Coğrafya Dergisi*, n° 59, p. 45-58, disponible sur : www.dergipark.org.tr.

91. *Ibid.*

92. *Ibid.*

93. « Adıyaman Ekonomisi », T.C. Adıyaman Valiliği, disponible sur : www.adiyaman.gov.tr.

bénéfice de cette richesse souterraine, pas même en termes d'emploi, la majorité des actifs du secteur pétrolier de la province venant de l'extérieur⁹⁴.

Les premières visées touristiques d'Adiyaman

Le tourisme a constitué un grand espoir d'ouverture pour la ville et la province d'Adiyaman dans la décennie 1990. Le GAP comprenait aussi un volet touristique, qui ambitionnait de développer l'attractivité de la province, particulièrement autour du site du *Nemrut Dağ*⁹⁵. La ville était comprise d'une part dans le « *Anakültür Kocahisar, Kahta, Adiyaman, Acrh (Mardin-Midyat) Environmental Arrangements* »⁹⁶ et d'autre part dans le « Plan de développement de la sous-région centrée sur Adiyaman-Nemrut »⁹⁷. Dans cette logique de valorisation impulsée par le GAP, la mairie d'Adiyaman a, en 2002, lancé un projet de réhabilitation d'un quartier historique en partenariat avec l'Université technique d'Istanbul (*İstanbul Teknik Üniversitesi*)⁹⁸. À cet égard, un interlocuteur originaire de la ville souligne que la ville disposait, selon lui, d'un potentiel touristique égal à celui de la Cappadoce dans les années 1990⁹⁹. Les effets de cette ouverture par le tourisme se sont brièvement fait sentir : la ville est décrite comme dynamique sur le plan touristique dans les années 1990 ; les touristes turcs, et parfois étrangers, y étaient nombreux et la vente d'alcool était courante¹⁰⁰. Cependant, aucune stratégie de développement ciblée sur une particularité attrayante – comme les montgolfières en Cappadoce à partir de 2005 – n'a été mise au point¹⁰¹. Les mesures sécuritaires mises en œuvre par l'État turc dans sa lutte contre le PKK, alors même que sa présence était très faible à Adiyaman¹⁰², ont finalement sapé l'attractivité touristique de la région.

L'impact du GAP sur la dynamique agricole locale, avec une progressive concentration monopolistique en faveur d'acteurs économiques extérieurs à la province et liés à l'État, l'accentuation paradoxale du stress hydrique, lié au

94. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adiyaman.

95. D. Bischoff et J.-F. Pérouse, « III. Des impacts socio-économiques discutés », *op. cit.*

96. D. Bischoff et J.-F. Pérouse, « I. Le projet du GAP : ambitions et réalisations », « La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est anatolien », Institut français d'études anatoliennes, 2003, disponible sur : www.books-openedition.org.

97. D. Bischoff et J.-F. Pérouse, « III. Des impacts socio-économiques discutés », *op. cit.*

98. *Ibid.*

99. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adiyaman.

100. Entretiens par l'autrice, octobre 2024, Adiyaman. Plusieurs personnes avec qui l'autrice a discuté se réfèrent à la même époque des années 1990 pour dépeindre Adiyaman comme une ville ouverte et dynamique. La mention de la vente d'alcool ne résulte pas d'une question directe à ce propos mais a été spontanément faite par les enquêtés lorsqu'ils évoquaient cette époque passée.

101. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adiyaman.

102. Le PKK a été créé en 1978. Il a lancé la lutte armée contre l'État turc en 1984. Un pic des tensions entre l'État turc et le PKK se date dans les années 1993-1995. Depuis 1999, année de l'emprisonnement du fondateur du groupe terroriste Abdullah Öcalan, ses activités ont considérablement diminué bien qu'elles n'aient jamais complètement cessé.

réchauffement climatique, ont donc freiné le développement économique de la ville et de sa province. Le retard de l'industrie a confirmé l'échec d'une perspective d'ouverture par l'économie. Dans ces conditions, Adıyaman s'est développée en vase clos, comme une « *metroköy* » (métropole-village) dont la population a légèrement crû¹⁰³ mais qui n'a pas bénéficié de la dynamisation économique généralisée des villes moyennes périphériques de l'Anatolie, qu'il s'agisse de Şanlıurfa et Gaziantep, et, plus récemment, Diyarbakır et Mardin.

Une « *metroköy* » (métropole-village) conservatrice

Adıyaman est décrite comme une « boîte fermée »¹⁰⁴. L'échec de sa dynamisation économique lui a permis de préserver sa stabilité socioculturelle de village conservateur et traditionaliste – une ville-village, ou *metroköy* en turc. La fermeture relative d'Adıyaman a bénéficié aux formations politiques conservatrices. La préférence partisane de la population d'Adıyaman en direction des partis conservateurs – et parfois islamistes – au niveau municipal se vérifie tout au long de son histoire depuis 1954. Seule exception, un candidat issu du Parti social-démocrate populiste (*Sosyaldemokrat Halkçı Parti*, SHP) a été élu maire en 1989 en raison de circonstances particulières¹⁰⁵. Mais la décennie 1990 est marquée par la domination de trois partis islamistes : le Parti de la prospérité (*Refah Partisi*, RP)¹⁰⁶, le Parti de la vertu (*Fazilet Partisi*, FP) et le Parti de la félicité (*Saadet Partisi*, SP)¹⁰⁷. Étant passé d'un parti à un autre au gré des dissolutions successives de ces partis islamistes, Abdulkadir Kırmızı a pu se maintenir dix ans à la tête de la municipalité d'Adıyaman (1994-2004). Dans le même temps, le comportement conservateur de la ville se manifeste aussi dans sa fidélité à l'État, car elle vote généralement lors des scrutins municipaux pour les partis à la tête du gouvernement.

103. Les affrontements entre le PKK et l'armée turque dans les années 1990 sont majoritairement concentrés dans les milieux ruraux, ce qui provoque un exode rural notable. À Adıyaman, les effets de cet exode se font sentir mais la hausse de la population reste très progressive (voire connaît une certaine baisse au début des années 2000) en raison des départs depuis Adıyaman vers les grands centres urbains de l'ouest pour des raisons économiques. Recensement de la population de la province par année : 1985 : 430 728 habitants ; 1990 : 513 131 habitants ; 1995 : pas de données ; 2000 : 623 811 habitants ; 2007 : 582 762 habitants ; 2010 : 590 935 habitants ; 2015 : 602 774 habitants ; 2022 : 635 169 habitants ; 2023 : 604 978 ; 2024 : 611 037 habitants. Pour les données de 1985 à 2000, voir les archives de la TUIK disponibles sur : <https://biruni.tuik.gov.tr> ; pour le reste, voir les résultats d'enregistrement de la population basé sur l'adresse de la TUIK disponible sur : <https://biruni.tuik.gov.tr>.

104. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adıyaman.

105. Les conditions de cette victoire du SHP sont particulières dans la mesure où les voix conservatrices se sont divisées entre les trois candidats de droite en lice.

106. Le Refah Partisi a été fondé par Necmettin Erbakan, le père de l'islamisme turc.

107. Le Fazilet Partisi est l'émanation directe du Refah Partisi après sa dissolution en 1998. Après la dissolution du Fazilet Partisi en 2001, deux partis sont créés, le Saadet Partisi et l'Adalet ve Kalkınma Partisi.

**Tableau 1 : Liste des maires de la ville d'Adıyaman
depuis 1954**

Année d'élection municipale	NOM, Prénom	Parti politique
1954	BİLGİN Fuat	Parti Démocrate (<i>Demokrat Parti</i> , DP)
1963	BİLGİNER Mahmut	Parti de la Nouvelle Turquie (<i>Yeni Türkiye Partisi</i> , YTP)
1965	HARIKÇI Mithat	Parti de la justice (<i>Adalet Partisi</i> , AP)
1974	KOCATÜRK Mustafa	Parti du salut national (<i>Millî Selâmet Partisi</i> , MSP)
1984	ERDEM Mehmet	Parti de la démocratie nationaliste (<i>Milliyetçi Demokrasi Partisi</i> , MDP)
1989	GÜRSOY Şevket	Parti social-démocrate populiste (<i>Sosyaldemokrat Halkçı Parti</i> , SHP)
1994	KIRMIZI Abdulkadir	Parti de la prospérité (<i>Refah Partisi</i> , RP)
1998		Parti de la vertu (<i>Fazilet Partisi</i> , FP)
2001		Parti de la Félicité (<i>Saadet Partisi</i> , SP)
2004	BÜYÜKASLAN Muhammed Necip	Parti de la justice et du développement (<i>Adalet ve Kalkınma Partisi</i> , AKP) (37,9 % des suffrages en 2004, 49,71 % en 2009)
2014	KUTLU Fehmi Hüsrev	Parti de la justice et du développement (<i>Adalet ve Kalkınma Partisi</i> , AKP) (56,41 %)
2019	KILINÇ Süleyman	Parti de la justice et du développement (<i>Adalet ve Kalkınma Partisi</i> , AKP) (53,22 %)
2024	TUTDERE Abdurrahman	Parti républicain du peuple (<i>Cumhuriyet Halk Partisi</i> , CHP)

L'élection de candidats issus de l'AKP à partir de 2004 – et sans discontinuer jusqu'en 2024 – se place dans la continuité d'un comportement électoral favorable aux partis islamistes de la décennie 1990. Après la dissolution du FP en 2001 par la Cour constitutionnelle turque pour cause d'atteinte à la laïcité, les membres du FP se sont reconstitués en deux partis : le Parti de la félicité (*Saadet Partisi*, SP) et le Parti de la justice et du développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP). L'Anatolie rurale, délaissée par les principaux partis politiques turcs de centre-droit, est devenue la principale cible des campagnes de l'AKP à partir de 2002, à travers l'argumentaire du « développement local » (*yerel kalkınma*)¹⁰⁸. Cet attachement de l'AKP à l'échelle locale est caractéristique d'une posture politique entretenue par les partis islamistes des années 1990, alors marginalisés dans le champ politique, qui misaient sur les pouvoirs locaux pour accéder aux fonctions politiques ; de nombreuses personnalités de ces partis politiques ont ainsi commencé leur carrière au niveau local¹⁰⁹. L'AKP a largement atteint ses objectifs, en obtenant 40,12 % des voix aux élections locales de 2004, récupérant 1 952 municipalités et 12 municipalités métropolitaines¹¹⁰. Sa versatilité lui a permis de capter à la fois une partie des fidèles des précédents partis islamistes, mais aussi un électorat conservateur plus modéré. Dans ces conditions, comme on le voit sur le tableau précédent, la ville d'Adiyaman a élu trois maires issus de l'AKP entre 2004 et 2024.

La fidélité d'Adiyaman à l'État turc depuis 1954 s'est, à mesure que l'AKP monopolisait tous les appareils étatiques et les ressources¹¹¹, transformée en une fidélité à l'État-AKP. En raison de la filiation directe entre l'AKP et les partis islamistes des années 1990, la base électorale et militante de l'AKP existait déjà dans ces espaces périphériques et/ou ruraux. La réappropriation des systèmes clientélistes par l'AKP est ainsi liée à une assise au sein des sphères influentes de la ville d'Adiyaman, notamment au plus près de la bourgeoisie islamique de la ville. Le contrôle social exercé par

108. J.-F. Pérouse et S. Débarre, « Dire et faire le territoire en Turquie : entre idéologie unitariste et obsession de la rente », *European Journal of Turkish Studies*, n° 23, 2016, disponible sur : www.journals-openedition.org/fr.

109. U. Bayraktar et E. Massicard, « La décentralisation en Turquie », Agence française de développement, *Focales*, p. 104, disponible sur : <https://shs.hal.science>.

110. Le statut de municipalité métropolitaine (*büyükşehir belediyesi*) a été créé en 1982 (loi n° 3030) et premièrement appliqué aux trois plus grandes villes de Turquie, Ankara, Istanbul et Izmir, en 1984. Ce statut ajoute un échelon de gouvernance aux villes qui disposent donc de deux échelons de gouvernance municipales, la municipalité métropolitaine (*büyükşehir belediyesi*) et les municipalités d'arrondissement (*ilçe belediyesi*), ayant leurs compétences propres. Outre l'obtention de nouvelles compétences au niveau des municipalités métropolitaines, ces dernières ont des avantages budgétaires dans la mesure où elles récoltent 3 % des impôts prélevés dans leur métropole. Les critères de référence pour l'obtention du statut sont désormais d'avoir une population de plus de 750 000 habitants et d'avoir une surface métropolitaine englobant au moins trois municipalités d'arrondissement. Voir U. Bayraktar et E. Massicard, « La décentralisation en Turquie », *op. cit.*

111. G. Dorronsoro et B. Gourisse, « Une clé de lecture du politique en Turquie : les rapports État-Partis », *Politix*, vol. 27, n° 107, 2014, p. 195-218, disponible sur : www.shs.cairn.info.

les grandes familles influentes¹¹² et par les *tarikatar*¹¹³ à Adıyaman constitue une ingénierie d'apaisement de la société, parant l'instrumentalisation des identités et maintenant un *statu quo* au profit de la gouvernance AKP. Si Adıyaman est une ville plutôt conservatrice qui vote généralement en conséquence, elle reste ainsi une ville qui n'est pas (ou peu) traversée par des conflits politiques d'ordre identitaire et/ou communautaire¹¹⁴. Ainsi, si les identités traditionnelles ethniques, religieuses et/ou linguistiques – identités kurde, alévie, mais aussi turque et sunnite, et dans une moindre mesure, chrétiennes – s'expriment dans la vie quotidienne, elles ne semblent pas se transposer, comme nous l'avons déjà expliqué, en aspirations dans le registre politique. La branche locale du DEM (*Halkların Eşitlik ve Demokrasi Partisi*) est d'ailleurs perçue comme modérée par des militants pro-kurdes et/ou de gauche, à l'inverse, par exemple, des branches de Diyarbakır ou Şırnak¹¹⁵. Adıyaman forme ainsi la marge d'un « deuxième sud-est » dont les contours géographiques se tracent sur la base de comportements électoraux plus modérés et plus conservateurs que chez ses voisins.

L'observation de cette fidélité politique de la ville au parti dominant et sa dépendance aux subventions de l'État, couplée à l'identification des mairies AKP comme intermédiaires d'un rapport de réciprocité entre l'État et la ville, nous suggère de parler d'un « modèle Adıyaman ». Ce modèle s'appuie sur un particularisme politique qui est celui de la préférence partisane conservatrice, tout en maintenant une forme de dépolitisation des identités. En cela, la ville a une trajectoire politique tout à fait originale et contrastant avec les trajectoires des villes de son environnement proche : la trajectoire d'Adıyaman n'est pas celle des marges kurdistes de l'est de la région (Diyarbakır, Mardin, Batman), ni celle des marges dynamiques économiquement de l'ouest (Gaziantep, Şanlıurfa). Adıyaman et sa province constituent une enclave modérément ouverte sur le monde, mais dont la marque d'opposition à l'État, que l'on repère dans les territoires voisins, est faible. Le « modèle » de la *metroköy Adıyaman* est ainsi basé sur une fermeture favorable à la pérennisation du conservatisme en son sein et entravant le développement de mouvements d'opposition à l'État central. Dans le même temps, cette fermeture persistante a aussi entraîné la dépendance à l'État sur les questions économiques. Dans ces conditions, la fidélité à l'État s'est maintenue au long cours, se transformant en deux décennies en fidélité à l'État-AKP. La fidélité ininterrompue à l'État-AKP entre 2004 et 2024 s'est cependant retournée brusquement après le grand tremblement de terre qui a touché le sud de la Turquie et le nord de la Syrie le 6 février 2023.

112. Si les grandes familles d'Adıyaman – au nombre de cinq selon les récits – et leur influence ont été vaguement mentionnées lors d'entretiens, elles ne sont pas précisément connues. Leur influence réelle est donc difficile à mesurer.

113. Les *tarikatar* (*tarikatar* au singulier) sont des confréries religieuses.

114. Entretiens par l'autrice, mai et octobre 2024, Adıyaman.

115. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

La rupture du « modèle Adiyaman »

Si la fidélité politique d'Adiyaman envers l'État turc s'est maintenue sur le temps long, et notamment depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir, le tremblement de terre du 6 février 2023 a introduit une rupture dans cette régularité. Ayant révélé au grand jour la négligence de l'État turc envers Adiyaman, le séisme a provoqué un changement dans le comportement électoral de la population : après 47 ans de domination des formations conservatrices sur la ville, c'est un maire issu du CHP, Abdurrahman Tutdere, qui a été élu lors du scrutin municipal du 31 mars 2024. Si l'on peut y voir une sanction à l'égard de l'État-AKP, ce résultat confirme aussi le crédit politique accordé à la personnalité d'Abdurrahman Tutdere. Les débuts du mandat du nouveau maire ont ouvert de nouvelles perspectives, notamment sur le plan économique.

Le tremblement de terre et la rupture du « modèle Adiyaman »

Le tremblement de terre du 6 février 2023 à Adiyaman

Le 6 février 2023, un tremblement de terre de magnitude 7,8 sur l'échelle de Richter a touché la région de l'Anatolie du sud-est. Hatay, Kahramanmaraş (épicentre du séisme) et Adiyaman ont particulièrement été touchées. Près de 65 % des bâtiments du centre-ville d'Adiyaman (*merkez*) ont été détruits¹¹⁶. Si l'État a reconnu le décès de 11 000 personnes, beaucoup d'habitants doutent de ce chiffre et certains d'entre eux avancent un nombre de morts proche de 80 000¹¹⁷ personnes. Le nombre de personnes déplacées en raison du tremblement de terre s'élève à 72 000 personnes selon certaines sources¹¹⁸. Si cette catastrophe de grande ampleur – onze provinces touchées – a constitué un énorme défi pour l'État turc qui a partout montré des carences face à l'urgence, l'organisation des secours a été particulièrement déficiente à Adiyaman.

Les récits de la catastrophe se recoupent pour souligner l'arrivée très tardive à Adiyaman – 3 à 4 jours après les secousses – des secours envoyés

116. Données tirées d'un entretien avec le maire, mai 2024, Adiyaman.

117. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adiyaman.

118. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adiyaman.

par l'Autorité de gestion des désastres et des urgences (*Afet ve Acil Durum Yönetimi Başkanlığı*, AFAD), dépendante du ministère de l'Intérieur. De nombreux interlocuteurs rappellent que l'aéroport de la ville a été utilisé comme plateforme de redirection de l'aide vers toutes les zones sinistrées du sud-est, dans la mesure où les routes n'étaient pas praticables, en oubliant cependant Adıyaman durant ces 3 à 4 premiers jours. Prenant acte de ce retard qui mettait en danger les survivants, la population d'Adıyaman s'est organisée spontanément pour mettre en place en urgence des réseaux d'assistance. Par exemple, à Besni, les équipes médicales de l'hôpital d'État (*Besni Devlet Hastanesi*) ont organisé un espace de consultation, de prise en charge d'urgence et de délivrance de médicaments dans les premiers jours suivant la catastrophe. Dans le centre-ville d'Adıyaman, la Confédération des syndicats des travailleurs du service public (*Kamu Emekçileri Sendikaları Konfederasyonu*) a aussi mis en place son propre centre de coordination de l'aide et déployé des équipes de terrain, mettant sur pied des cliniques temporaires et des centres de distribution de repas. Les biens de première nécessité envoyés de l'extérieur par la société civile, notamment depuis Istanbul, ont largement appuyé l'organisation de ces réseaux locaux. Les liens familiaux et amicaux tissés par les *adiyamanlı* (sur la base des réseaux de *hemşehirlilik*¹¹⁹) ont permis à des bénévoles venus de l'extérieur de s'insérer plus facilement sur le terrain autant que de connaître les besoins et les espaces prioritaires où porter leur aide. Les premiers secouristes professionnels sur place étaient des équipes étrangères, polonaises et hollandaises, à Besni¹²⁰. Par ailleurs, la frontière turco-arménienne a été ouverte pour la première fois depuis 35 ans pour permettre l'acheminement d'équipes de recherche et de sauvetage arméniennes sur instruction du ministère de l'Intérieur arménien ; elles sont arrivées dans le centre d'Adıyaman le 8 février¹²¹. Les équipes de l'AFAD sont quant à elles arrivées dans les espaces sinistrés de la province 3 à 4 jours après le début de la catastrophe. Par la suite, beaucoup d'habitants font état de discriminations durant la distribution de l'aide de première urgence : les équipes de l'AFAD auraient distribué moins d'aide aux villages majoritairement habités par des minorités ethniques, religieuses et/ou linguistiques, notamment Bağlıca, un village kurde alévi pourtant considérablement affecté par les secousses.

Les déficiences de l'aide d'urgence et l'absence de secours durant les premiers jours qui ont suivi le séisme ont introduit une rupture de confiance d'Adıyaman envers l'État car elles ont exposé au grand jour les dysfonctionnements du système de réciprocité entre l'État et Adıyaman. La conscience de cette rupture est parvenue très vite au sommet de l'État,

119. Mot turc qui signifie l'idée d'être originaire de la même ville.

120. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

121. B. Kahyaoğlu, « Ermenistan'dan gelen ekip Adıyaman'da arama kurtarma çalışmalarına katılıyor », Anadolu Ajansı, 11 février 2023, disponible sur : www.aa.com.tr.

incitant Recep Tayyip Erdoğan se déplacer lui-même à Adıyaman le 27 février 2023 en compagnie de son allié politique Devlet Bahçeli, le président du Parti d'action nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisinin*, MHP), pour y formuler des excuses publiques. Le président a ainsi tenté de justifier les manquements perçus, tout en faisant publiquement amende honorable : « Malheureusement, en raison de l'effet destructeur des secousses, des conditions météorologiques défavorables et des difficultés causées par les infrastructures endommagées, nous n'avons pas pu mener à bien nos activités à Adıyaman au cours des premiers jours. Je vous demande de nous en excuser.¹²² »

Les conséquences du tremblement de terre à Adıyaman

La catastrophe a bouleversé le relatif équilibre socio-économique de la ville. Le nouveau maire, Abdurrahman Tutdere, indique en octobre 2024 qu'il a reçu près de 30 000 personnes dans son bureau depuis sa prise de fonction¹²³, pour se plaindre des problèmes lancinants de l'absence de logement ou du mal-logement, du chômage et de la pauvreté.

Les destructions matérielles sont très importantes : au moins 65 % du bâti a été détruit pendant et dans les suites du tremblement de terre¹²⁴. La quasi-totalité des sinistrés ont été relogés dans un premier temps dans des camps de *containers*, désormais dotés d'infrastructures de services publics (écoles, cliniques) et insérés dans les itinéraires de transports publics (*dolmuş* et bus). Les alternatives à cette solution temporaire, qui tend à se pérenniser, sont peu nombreuses, tant que l'Administration du développement du logement social (*Toplu Konut İdaresi Başkanlığı*, TOKİ)¹²⁵ n'a pas achevé son plan de reconstruction. Selon les chiffres les plus récents énoncés par Osman Varol, préfet de la province d'Adıyaman (*Adıyaman Valiliği*) en janvier 2025, « 38 436 maisons, dont 8 449 rurales et 29 987 urbaines » ont déjà été construites par Emlak Konut¹²⁶, promoteur immobilier détenu à moitié par la TOKİ. La TOKİ propose des crédits allant de deux à vingt ans sans intérêts dont les versements peuvent être faits sur un rythme mensuel ou annuel. À Van, ville touchée par un tremblement de terre d'ampleur le 23 octobre 2011, des crédits similaires

122. « Başkan Erdoğan Adıyamanlılara Seslendi : Kimse Mağdur Edilmeyecek », AKP İstanbul, disponible sur : <https://akpartiistanbul.com>.

123. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

124. Entretien avec Abdurrahman Tutdere, mai 2024, Adıyaman.

125. Fondée en 1984, la TOKİ est une entreprise publique sous la direction du ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme en charge de la construction et de la gestion du parc de logements sociaux en Turquie. Elle a premièrement été créée pour lutter contre la construction de quartiers informels comme les *gecekondu*. Ses capacités politiques et financières ont considérablement cru ces dernières années.

126. S. Burak Utucu, « 6 Şubat depremlerinin üzerinden 2 yıl geçti: Adıyaman'da yeniden inşa ne durumda? », *EuroNews*, 5 février 2025, disponible sur : <https://tr.euronews.com>.

ont été proposés par l'Administration du logement social, créant des situations financières complexes pour certaines familles plus de dix années après¹²⁷. D'un autre côté, certaines familles à Van vivent encore dans des préfabriqués¹²⁸. L'incertitude reste donc entière quant à la potentielle pérennisation des camps de *containers*. Par ailleurs, à Adıyaman, l'inflation touchant le prix des loyers des quelques logements n'ayant pas été détruits est forte, rendant l'accès à ces logements très difficile : si les habitants pouvaient se loger pour 2 500 livres turques avant le tremblement de terre, les loyers sont entre 8 000 et 12 000 livres turques par mois en mai 2024¹²⁹.

L'économie locale a subi une hausse des prix, qui induit une baisse du pouvoir d'achat. Les effets du séisme sur le marché du travail sont aussi très importants. Selon la TUIK, le taux de participation à la population active est passé de 51,8 % en 2022 à 44,9 % en 2023¹³⁰. Si ces chiffres sont à prendre avec précaution, ils illustrent partiellement la baisse d'activité de la province à la suite du tremblement de terre. Selon la mairie, 70 000 personnes ont quitté la ville à la suite de la catastrophe¹³¹, y compris des employés qualifiés : la perte de cadres et de travailleurs spécialisés obère l'avenir, notamment en ce qui concerne la reconstruction de la ville et de son économie.

Enfin, au-delà des destructions matérielles et du nombre de morts¹³², le séisme a eu des effets psycho-sociaux dévastateurs. La hausse du taux de suicides¹³³ et de la prise d'antidépresseurs¹³⁴ dans les zones touchées par le séisme prouve que le traumatisme est encore très présent. La mise sur pied d'un service d'aide psychologique par le directeur de la branche locale de l'Association des industriels et hommes d'affaires indépendants (*Müstakil Sanayici ve İşadamları Derneği*, Müsiad) et le médecin en chef de l'hôpital d'Adıyaman a partiellement permis de lever le tabou sur ces séquelles psychologiques durables¹³⁵.

Si les conséquences du tremblement de terre n'ont pas entraîné de changement électoral substantiel au moment de l'élection présidentielle de mai 2023, la province d'Adıyaman ayant voté à 66,2 % pour Recep Tayyip

127. « 12 yıl önce depremle sarsılan Van'da son durum: Hepsi yalan, anne kurban », *Yeşil Gazete*, 9 mai 2023, disponible sur : <https://yesilgazete.org>.

128. *Ibid.*

129. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adıyaman.

130. « Tematik Haritalar - Coğrafi İstatistik Portalı », Türkiye İstatistik Kurumu (TUIK), disponible sur : <https://cip.tuik.gov.tr/>.

131. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adıyaman.

132. Selon les statistiques officielles, Adıyaman est la ville turque avec le plus haut taux brut de mortalité (18,0 pour mille) sur l'année 2023. « Ölüm ve Ölüm Nedeni İstatistikleri, 2023 », Türkiye İstatistik Kurumu (TUIK), 14 juin 2024, disponible sur : <https://data.tuik.gov.tr>.

133. En octobre 2024, trente à quarante personnes se suicident chaque mois. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

134. « En Turquie, la prise d'antidépresseurs en hausse chez les rescapés du séisme de 2023 », *Courrier international*, 26 septembre 2024, disponible sur : www.courrierinternational.com.

135. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

Erdoğan, nous pouvons émettre l'hypothèse d'un vote de sécurité en temps de crise afin d'assurer la participation active de l'État dans la reconstruction durant les premiers mois suivant la catastrophe. À cet égard, la confiance en l'État et la TOKİ par rapport à la reconstruction du bâti d'Adiyaman est plutôt élevée¹³⁶. Des procédures judiciaires ont été lancées contre certains fonctionnaires qui auraient accepté des projets de construction défectueux dans les zones touchées par le séisme, mais semblent avoir peu de chances d'aboutir¹³⁷. Dans ces conditions, la fidélité à l'État-AKP a été endommagée, notamment en raison de son incapacité à se maintenir comme un « parti des services » au moment du tremblement de terre. La faillite du parti présidentiel à cet égard a impacté négativement la fidélité que portait Adiyaman à l'État turc. La mise en balance de cette fidélité à l'État et l'affaiblissement de cette inclination partisane a créé une fenêtre d'opportunité pour le CHP et son candidat Abdurrahman Tutdere au niveau municipal. Ainsi, la personnalité d'Abdurrahman Tutdere et son travail de campagne au niveau local lui ont permis de se placer comme une alternative crédible à l'AKP, parti auquel la ville avait été fidèle pendant vingt ans mais dont la négligence a relativisé la domination.

L'irruption du CHP à la mairie d'Adiyaman : une feuille de route « sociale » et « productive »

Le scrutin municipal de 2024 en Turquie a marqué le retour en grâce, au niveau local, du principal parti d'opposition à l'AKP¹³⁸ : le CHP a conservé (İstanbul, Ankara, Izmir, Adana, Mersin) ou récupéré (Bursa, Antalya) plusieurs des grandes villes du pays, tout en gagnant des petites villes de la mer Noire et de l'Anatolie de l'est ; les victoires dans ces deux régions sont surprenantes dans la mesure où ces territoires constituaient jusqu'alors des réserves de voix importantes pour le parti présidentiel. Ces succès locaux participent de la dynamique de recomposition de la capacité électorale du CHP à travers la recréation d'un maillage municipal. Si le résultat du scrutin à Adiyaman doit être replacé dans le contexte de crise particulier post-séisme, apparaissant ainsi comme un vote-sanction¹³⁹, le succès d'Abdurrahman Tutdere s'appuie cependant aussi sur la popularité avérée du candidat du CHP et sur ses réussites en tant que député. Élu à deux reprises (2019 et 2023) en tant que seul député CHP de la province d'Adiyaman, Abdurrahman Tutdere bénéficie d'une bonne image auprès de

136. Entretien par l'autrice, mai 2024, Adiyaman.

137. « Türkiye: Stonewalling on Charges for Officials in Earthquake Deaths », Human Rights Watch, 27 mars 2024, disponible sur : www.hrw.org.

138. N. Bourcier, « Élections municipales en Turquie : la large victoire de l'opposition constitue un désaveu cinglant pour le camp d'Erdogan », *Le Monde*, 1^{er} avril 2024, disponible sur : www.lemonde.fr.

139. « Adiyaman: 47 yıl sonra CHP nasıl kazandı? », BBC News Türkçe, YouTube, disponible sur : www.youtube.com.

la population locale, notamment en raison de ses plaidoiries pour la défense des intérêts des cultivateurs de tabac devant la TBMM¹⁴⁰. L'originalité de son profil tient aussi à la bonne réputation dont il jouit auprès de certains électeurs se définissant eux-mêmes comme conservateurs et soutiens naturels de l'AKP.

Si la reconstruction est prioritaire sur l'agenda, le nouvel édile veut aussi se concentrer sur son objectif de bâtir une « mairie sociale »¹⁴¹. Pour ancrer l'image d'un maire dynamique, à l'écoute de ses concitoyens, Abdurrahman Tutdere avance qu'il a rencontré 30 000 personnes dans son bureau entre mars et octobre 2024. Comme dit précédemment, les principales raisons de ces rendez-vous sont le non-logement ou le mal-logement, le chômage et la pauvreté. Si la question du logement est gérée par la TOKİ¹⁴² ¹⁴³, la mairie investit d'autres champs de compétences pour devenir « mairie sociale ». Certaines problématiques relevant de la gestion urbaine se sont complexifiées avec le séisme. La municipalité travaille ainsi, avec l'accompagnement de l'Agence française de développement, sur l'accès à l'eau et l'assainissement, véritables défis pour la ville durant l'été¹⁴⁴. La pollution a été aggravée par le séisme, notamment en raison des destructions et des nouveaux chantiers de construction. Les projets internationaux se développent car ils constituent pour la mairie un moyen de se mettre en lien avec d'autres acteurs et de capter des fonds internationaux. La ville travaille avec la ville bulgare de Montana sur un projet européen d'échange de bonnes pratiques et de formation des personnels municipaux sur les enjeux climatiques ; elle a aussi lancé, en juillet 2024, avec l'ONG Solidar Suisse un projet sur le logement et l'aide psychosociale dans les zones sinistrées. L'Agence de développement allemande (*Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*) soutient de son côté un « projet d'appui technique pour le renforcement de l'infrastructure des services urbains des municipalités touchées par le

140. « ABDURRAHMAN TUTDERE : “BU TOPRAKLARDA ÜRETİLEN BİR TÛTÛN NASIL KAÇAK OLUR ?” », Anka Haber Ajansı, disponible sur : ankahaber.net.

141. Expression utilisée par Abdurrahman Tutdere, maire d'Adıyaman, entretien avec l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

142. « Adıyaman'ın yeni yerleşim yeri belli oldu », TRT Haber, disponible sur : www.trthaber.com.

143. En Turquie, les municipalités métropolitaines se sont vu attribuer des compétences en matière d'urbanisme et d'aménagement à partir de la promulgation de la loi n° 3030 de 1982 et de ses révisions successives (voir la note de bas de page n° 105). Ainsi, les municipalités d'arrondissement dans le giron d'une municipalité métropolitaine n'ont pas de compétences d'urbanisme et d'aménagement. Pour ce qui est des villes moyennes ne disposant pas du statut de municipalité métropolitaine ni de municipalité d'arrondissement, elles sont compétentes en matière d'élaboration des plans d'urbanisme locaux. Cependant, les compétences du ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme et de la TOKİ en termes de substitution aux collectivités locales élargit considérablement le champ d'action de l'État en matière d'urbanisme, particulièrement dans les suites d'une catastrophe naturelle. Ainsi, ces deux organes, public et parapublic, sont à l'origine de la majorité des chantiers de construction à Adıyaman. Voir B. Açımuş, « Le droit de l'urbanisme en Turquie », Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat 2013, GRIDAUH, p. 559-570, disponible sur : <https://shs-cairn-info.fr>.

144. Entretien avec l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

tremblement de terre¹⁴⁵ ». Plusieurs initiatives de la mairie ciblent les publics fragiles : un centre de formation pour les femmes et les jeunes (*Meslek edindirme kursları - Kadın ve Gençlik Merkezi*) a été créé pour faciliter l'entrée dans la vie professionnelle ou la reprise d'activité. Le développement socio-culturel de la ville est envisagé dans une perspective de réinsertion post-traumatique. Aux abords du parc de la Démocratie, au centre de la ville, la mairie a ouvert un salon de thé pour retraités, un espace de repos pour femmes ainsi qu'une salle de garde pour enfants. Un café social baptisé « Fortuna » (*Fortuna Sosyal Tesisleri*)¹⁴⁶ s'est installé au cœur du parc Eğriçay ; la cérémonie d'ouverture le 3 octobre 2024 a été l'occasion pour le maire de réaffirmer son engagement dans la reconstruction – physique, mais aussi du lien social à Adıyaman¹⁴⁷.

L'action publique de la mairie est toutefois mise à mal par une baisse drastique de ses finances. En Turquie, les municipalités sont largement dépendantes de l'État central pour le montage de leurs budgets dont dépend la continuité des services publics¹⁴⁸. Le changement de couleur politique de la mairie peut expliquer la diminution de la dotation, mais il faut aussi mentionner la baisse en valeur des impôts locaux à la suite des mesures d'exonérations mises en place après le tremblement de terre : les taxes foncières constituaient jusqu'alors l'une des premières ressources de la municipalité¹⁴⁹. De même, il est important de souligner les difficultés rencontrées par la mairie et les autres échelons de l'action publique dans la planification et la mise en œuvre de leur feuille de route. Si ces difficultés sont en partie la conséquence du tremblement de terre du 6 février 2023, elles tiennent aussi aux complications de la coopération politique entre les différents échelons de l'action publique. L'arrivée aux affaires du CHP est venue déséquilibrer le système de pouvoir local de l'AKP, alors même que la mairie AKP s'était toujours placée en relais ou en intermédiaire de l'action de l'État au niveau local¹⁵⁰. La pixellisation de l'action publique, du fait de la désarticulation entre le pouvoir décentralisé (la municipalité) et le pouvoir

145. « Depremden Etkilenen Belediyelerin Kentsel Hizmet Altyapısını Güçlendirmek İçin Teknik Destek Projesi ». La liste des projets internationaux de la municipalité en cours est disponible sur le site de la municipalité. Adıyaman Belediyesi, « Güncel », « Devam Eden Projeler », Adıyaman Belediyesi, disponible sur : www.adiyaman.bel.tr.

146. Le nom de l'enseigne n'est pas choisi au hasard. « Fortuna » est le nom d'une des cinq divinités représentées par les reliefs en haut du Nemrut Dağ.

147. « Adıyaman Yeni Mekanına Kavuştu : İlk Limonatalar Başkanımız Tutdere'den », Adıyaman Belediyesi, 3 octobre 2024, disponible sur : www.adiyaman.bel.tr.

148. À propos de l'histoire de la décentralisation et du contrôle administratif et financier par l'État des pouvoirs locaux en Turquie, voir U. Bayraktar et E. Massicard, « La décentralisation en Turquie », Agence française de développement, *Focales*, p. 104, disponible sur : <https://shs.hal.science>.

149. Entretien par l'auteurice, mais 2024, Adıyaman.

150. Parlant de l'accession au pouvoir municipal de militants prokurdes en Anatolie du sud-est, B. Gourisse et G. Dorronsoro soulignent que l'échelon municipal a toujours constitué un moyen d'accéder à des fonctions de pouvoir pour des partis marginalisés dans l'arène politique nationale : « Le niveau municipal est un contrepoids à la logique de monopolisation qui se développe sous l'AKP depuis 2002. » Voir G. Dorronsoro et B. Gourisse, « Une clé de lecture du politique en Turquie : les rapports État-Partis », *Politix*, vol. 27, n° 107, 2014, p. 195-218, disponible sur : www.shs.cairn.info.

déconcentré (la préfecture), entraîne ainsi des frictions ou des lacunes dans la planification : l'action publique est freinée par la concurrence implicite entre la mairie et la préfecture, en raison de leurs affiliations partisanes différentes. Ces dysfonctionnements dus à la conflictualité partisane influent de façon négative sur les perspectives de développement de la ville : par exemple, bien qu'un consensus existe concernant la volonté de travailler sur l'attractivité touristique d'Adiyaman, des travailleurs du secteur soulignent par exemple les difficultés des représentants de la mairie, de la préfecture et du ministère (du Tourisme) à projeter un plan commun sur plusieurs années¹⁵¹.

Les perspectives d'ouverture d'Adiyaman : « *tarım, tekstil, turizm* »¹⁵²

Si les séquelles du tremblement de terre pèsent très lourd sur le développement socio-économique d'Adiyaman, l'arrivée aux fonctions municipales d'Abdurrehman Tutdere semble lancer un nouveau cycle d'ouverture pour la ville. Les efforts pour la reconstruction se comprennent au-delà des infrastructures : c'est le dynamisme économique de la province qui est à (re)construire. Pour cela la ville compte s'appuyer sur trois secteurs économiques clés : l'agriculture (*tarım*), le textile (*tekstil*) et le tourisme (*turizm*)¹⁵³.

Il convient en premier lieu de rappeler que l'activité économique de la province d'Adiyaman reste majoritairement agricole, bien que sa comparaison avec Gaziantep révèle un retard de productivité important, même dans ce secteur. Nous utiliserons des données de 2022 afin d'extraire de notre analyse les conséquences du tremblement de terre sur l'économie d'Adiyaman. Il est d'une part central d'indiquer que les exportations totales des deux provinces sont incomparables : la province de Gaziantep a exporté 10 172 779 milliers de dollars de biens en 2022 tandis que la province d'Adiyaman n'en a exporté que 82 968 la même année. Par ailleurs, comme nous l'avons dit précédemment, en 2022 la province d'Adiyaman disposait d'une superficie totale de 174 336 hectares de terres agricoles cultivées, contre 127 726 hectares pour Gaziantep¹⁵⁴ ; Adiyaman a produit 585 109 tonnes de produits végétaux en 2022 et Gaziantep 957 105 tonnes la même année¹⁵⁵. Le retard de productivité vis-à-vis de Gaziantep dans l'élevage de petits animaux est très important (en 2022, 333 505 têtes à Adiyaman contre 851 390 à Gaziantep ; en 2023, 301 297 têtes à Adiyaman

151. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adiyaman.

152. « [Agriculture, textile, tourisme] ». Citation tirée d'un entretien par l'autrice, octobre 2024, Adiyaman.

153. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adiyaman.

154. Toutes ces données sont tirées de la plateforme en ligne de la TÜİK. « e-hizmetler », « il göstergeleri », Türkiye İstatistik Kurumu (TUIK), disponible sur : <https://biruni.tuik.gov.tr>.

155. *Ibid.*

contre 845 036 à Gaziantep) mais moins criant dans l'élevage de bovins (en 2022, 100 618 têtes à Adıyaman contre 197 073 à Gaziantep ; en 2023, 107 175 têtes à Adıyaman contre 200 952 à Gaziantep)¹⁵⁶. La nouvelle mairie d'Adıyaman s'est donc engagée dans un travail d'appui aux activités agricoles et d'élevage, en soutenant notamment la construction d'un abattoir ainsi que d'un marché d'achat et de vente d'animaux d'élevage. Un appel d'offres a par ailleurs été lancé pour la construction d'une nouvelle usine de farine¹⁵⁷.

Concernant l'industrie, le textile représente encore un des secteurs de développement possibles pour la province d'Adıyaman. Le nombre d'usines de textile a crû de 41 en 2001 à 92 en 2011¹⁵⁸ ; en 2022, avant le tremblement de terre, 265 usines de textiles employaient à Adıyaman 22 000 personnes¹⁵⁹, produisant majoritairement pour des grandes multinationales du prêt-à-porter. La relance du secteur après la catastrophe est difficile, notamment en raison de la faible compétitivité de la production, les industriels ayant du mal à remettre leurs industries sur pied sans aides de l'État¹⁶⁰. Les obstacles restent nombreux pour insérer la province dans les circuits commerciaux nationaux et mondiaux. Le secteur de la construction, également générateur d'emplois, n'offre a priori quant à lui pas de perspective durable, dans la mesure où les chantiers de reconstruction dureront au maximum cinq ans (ou moins, car il a été annoncé à ce stade que toute la population serait relogée d'ici deux ans)¹⁶¹. La présence à moyen terme de la TOKİ, comme un prolongement de l'État-AKP, instaure une forme de surveillance politique dissimulée à travers une institution parapublique. Les retombées dans ce secteur ne sont d'ailleurs pas très profitables pour les acteurs locaux, dans la mesure où plusieurs entreprises de construction venues de l'extérieur font venir leurs propres ouvriers¹⁶². L'attribution des contrats publics dans le secteur de la construction en Turquie révèle généralement la puissance des réseaux clientélistes étatiques : il n'est pas rare que des entreprises extérieures à la province soient choisies pour mener à bien les chantiers avec leur propre main-d'œuvre.

Le développement du tourisme constitue dans ces conditions un réel espoir – probablement le plus grand espoir – d'essor économique pour les habitants d'Adıyaman, car la ville possède un patrimoine culturel et

156. *Ibid.*

157. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

158. M. Bakırcı, « Adıyaman'da İmalat Sanayinin Gelişimi ve Yapısı », *Türk Coğrafya Dergisi*, no. 59, p. 45-58, disponible sur : www.dergipark.org.tr.

159. İ. Gün, « Adıyaman'da tekstil sektöründe çarklar dönmeye başladı », *Anadolu Ajansı*, 29 avril 2023, disponible sur : www.aa.com.tr.

160. « Adıyaman'ın Ekonomisi Yerinde Dönüşümle Ayakta Kalıyor, Üretim Gün Geçtikçe Değersiz Hale Geliyor », *Adıyaman Gazeteciler Cemiyeti*, 11 novembre 2024, disponible sur : cemiyet.org.

161. *Ibid.*

162. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

historique précieux, à commencer par le Nemrut Dağ. Cependant, les investissements dans ce secteur ont été jusqu'à présent minimes¹⁶³. D'autres villes du sud-est ont fait preuve de dynamisme et d'inventivité pour s'inscrire sur la carte touristique. Gaziantep a beaucoup misé sur son histoire gastronomique et investi dans des établissements valorisant cette gastronomie¹⁶⁴. Outre le tourisme gastronomique, en lien notamment avec l'incontournable production de pistaches (*fıstık*) Gaziantep, la ville a aussi travaillé sur la valorisation de ses sites patrimoniaux, notamment le site antique de Zeugma, à travers la construction de musées¹⁶⁵. La croissance du tourisme (principalement turc) à Mardin s'est faite grâce à la publicité, en s'appuyant sur des politiques de conservation patrimoniale avec l'engagement de la population locale¹⁶⁶. Gaziantep a accueilli 732 979 touristes¹⁶⁷ en 2021 ; Mardin en accueillait 201 339¹⁶⁸ pour la même année ; et Adıyaman n'en accueillait que 111 833¹⁶⁹. Le site du mont Nemrut, dont l'accès ne se fait pas exclusivement par la province d'Adıyaman mais peut aussi se faire par Malatya, accueillait environ 60 000 touristes en 2007 ; 250 000 en 2022 ; 60 000 en 2023 après le tremblement de terre ; 100 000 en 2024¹⁷⁰. La proportion était généralement d'environ 90 % de touristes turcs et 10 % de touristes étrangers¹⁷¹. L'objectif désormais affiché est de rattraper les chiffres de 2022, voire de les dépasser. La valorisation physique des sites patrimoniaux est devenue un axe prioritaire pour les pouvoirs publics. En l'occurrence, la Direction culturelle de la préfecture (*Adıyaman İl Kültür ve Turizm Müdürlüğü*) souhaite créer des points d'accueil sur neuf sites patrimoniaux différents : le pont de Kızılın, la vieille ville de Besni, le cimetière de Turuş, les caves de Palanlı, le village de Taşgedik, le tumulus de Karakuş, le pont Cendere, le vieux château de Kâhta et le site antique d'Arsameia¹⁷². Les fouilles archéologiques sont relancées dans le même temps sur plusieurs sites, comme dans les ruines de Pirin (ancienne ville de Perrhé), site antique de la Commagène. Dans le district voisin de Gölbaşı, une tombe à chambre et un relief féminin datant de la période romaine ont récemment

163. Beaucoup d'habitants comparent Adıyaman à Gaziantep lorsqu'il s'agit du tourisme. La ville des pistaches est perçue comme un modèle de réussite de la mise en tourisme. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

164. Entretiens par l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

165. Le musée de Zeugma a été ouvert en 2011 à Gaziantep.

166. Entretiens par l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

167. Ces statistiques correspondent au nombre de personnes hébergées dans les hébergements touristiques certifiés par le ministère de la Culture et du Tourisme pour l'année 2021. Voir « Üst Menü - Turizm - Turizm İstatistikleri - KONAKLAMA İSTATİSTİKLERİ - İşletme (Bakanlık) Belgeli Tesis Konaklama İstatistikleri - Önceki Dönemlere Ait İstatistikler », « 2021 Yılı Turizm İşletme Belgeli Konaklama İstatistikleri İl-İlçe Tablosu », T.C. Kültür ve Turizm Bakanlığı, disponible sur : <https://yigm.ktb.gov.tr>.

168. *Ibid.*

169. *Ibid.*

170. Entretien avec le directeur du musée par l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

171. *Ibid.*

172. Entretien avec le directeur du musée par l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

été découverts¹⁷³. Un travail d'historicisation appuie cet effort de valorisation du patrimoine ; plusieurs ouvrages ont été publiés¹⁷⁴, qui ne permettent pourtant pas de relier toutes les parcelles d'une histoire dont certains pans restent dissimulés. Surtout, la relance du tourisme dans la province nécessite de construire une infrastructure idoine, à même de permettre aux visiteurs d'y venir et d'y séjourner. L'attractivité de la ville d'Adıyaman a été très affectée par le tremblement de terre et la lenteur de la reconstruction : on n'y compte plus que quelques hôtels fiables ou fonctionnels, et actuellement les tour-opérateurs du sud-est de la Turquie¹⁷⁵ font l'impasse sur la ville, ou bien n'y programment qu'une courte étape. Un vrai plan prenant en compte les différentes dimensions de l'économie touristique reste donc à établir.

Si l'attractivité touristique d'Adıyaman n'est pas encore complètement assurée, l'ouverture progressive de la ville se mesure cependant à l'attention qui lui est désormais portée depuis l'extérieur. De nombreuses personnes natives de la province y sont retournées après le tremblement de terre afin de contribuer à la reconstruction ; certains évoquent un sentiment d'appartenance renouvelé à la suite de la catastrophe¹⁷⁶. Surtout, la ville est de plus en plus médiatisée au niveau national. Plusieurs responsables politiques s'y sont déplacés depuis le séisme : Ekrem İmamoğlu, maire de la Municipalité métropolitaine d'İstanbul (*İstanbul Büyükşehir Belediyesi*), s'est déplacé en tant que président de l'Union des municipalités de Turquie (*Türkiye Belediyeler Birliği*) pour le conseil d'administration de l'organisation qui s'est tenu le 28 août 2024 à Adıyaman ; Murat Kurum, ministre de l'Urbanisme et de l'Environnement de la république de Turquie (*T.C. Çevre, Şehircilik ve İklim Değişikliği Bakanlığı*) depuis juillet 2024 et ancien concurrent d'Ekrem İmamoğlu dans la course à la mairie d'İstanbul, s'est rendu à Adıyaman les 4 et 5 octobre pour visiter les bâtiments nouvellement construits par la TOKI ; Mansur Yavaş, maire d'Ankara, s'est rendu le 5 octobre à Adıyaman en tant que président de l'Association des villes historiques de Turquie (*Tarihi Kentler Birliği*). L'hommage rendu à Adıyaman le 6 février 2025 aux victimes du tremblement de terre a aussi rassemblé plusieurs personnalités politiques, dont Ali Yerkesen, ministre de l'Intérieur, Mahmut Demirtaş, directeur général de la sécurité, Ahmet Aydın, vice-ministre du Travail, Özgür Özel, président du CHP, Mehmet Varol, préfet d'Adıyaman ou encore Cemil Tugay, maire de la municipalité

173. « Adıyaman'da Roma dönemine ait oda mezar bulundu », Haber Türk, 18 octobre 2024, disponible sur : www.haberturk.com.

174. Seydi Vakkas Toprak sur l'histoire de la province, Mehmet Öncü sur sa gastronomie, plusieurs travaux universitaires. Selon le directeur du Tourisme et de la Culture de la préfecture d'Adıyaman, ce genre de travaux historiographiques sont menés depuis les années 1980.

175. Généralement des tours du GAP, avec du tourisme de barrages.

176. Entretien par l'autrice, octobre 2024, Adıyaman.

métropolitaine d'Izmir¹⁷⁷ ; en marge de cette commémoration, Recep Tayyip Erdoğan et Murat Kurum sont apparus ensemble le même jour à Adıyaman pour une conférence intitulée « *Bir Oluruz* » (« Nous ne faisons qu'un »)¹⁷⁸. Le désenclavement progressif de la ville s'appuie en partie sur le réseau du CHP du nouveau maire, qui le connecte aux villes et métropoles gagnées par le parti d'opposition lors du dernier scrutin local¹⁷⁹. Adıyaman s'inscrit ainsi dans la dynamique de réappropriation du local par le CHP, c'est-à-dire la consolidation d'un contre-pouvoir émanant des municipalités, passant aussi par leur interconnexion afin de rééquilibrer les enjeux de domination entre centre et périphérie en Turquie. Par ailleurs, si la présence dans la ville de personnalités politiques issues de partis politiques divers peut augurer d'une compétition électorale renforcée pour les prochains scrutins, elle constitue sans conteste une marque d'intérêt renouvelé et peut-être la fin de l'isolement politique.

177. M. Ferit Binzet, « 6 Şubat'ın ikinci yıldönümünde Adıyaman : Saat 04:17'de anma töreni düzenlendi », Medyascope, 6 février 2025, disponible sur : <https://medyascope.tv/>.

178. « ADIYAMAN'DA DEPREM ŞEHİTLERİ ANILDI », T.C. Çevre, Şehircilik ve İklim Değişikliği Bakanlığı, 6 février 2025, disponible sur : <https://csb.gov.tr>.

179. Un des plus proches conseillers de Abdurrahman Tutdere, qui travaillait auparavant pour la municipalité d'Izmir, a contribué à la mise en lien des réseaux politiques des deux villes.

Conclusion

Adiyaman est une ville turque marginale conservatrice dont la fidélité et la dépendance à l'État se sont maintenues sur le temps long. Sa fidélité s'est notamment appuyée sur des relations intercommunautaires pacifiées et sur un conservatisme social favorisés par l'enclavement. Ainsi, la ville d'Adiyaman et sa province ont érigé un « modèle Adiyaman », celui d'une marge conservatrice pacifiée fidèle à l'État et dépendante économiquement de celui-ci. Si l'érection de la ville en capitale provinciale en 1954 devait permettre son ouverture et surtout faciliter son développement économique, elle s'est en réalité maintenue dans une forme d'isolement, restant en retard en comparaison des provinces voisines qui ont saisi la marche du développement des villes moyennes turques. Adiyaman s'est développée sur un modèle fermé qui a permis aux formations politiques conservatrices de dominer le paysage politique, l'AKP s'étant maintenu aux affaires municipales entre 2004 et 2024. Toutefois, le tremblement de terre du 6 février 2023 a semblé remobiliser les habitants de cette « *sahipsiz şehir*¹⁸⁰ », ou « ville sans propriétaire », longtemps reléguée puis négligée au moment précis de la catastrophe. Si Adiyaman n'a pas sanctionné directement le parti de Recep Tayyip Erdoğan et la personne même du président lors des élections de 2023, le scrutin municipal du 31 mars 2024 a marqué une rupture remarquable : la ville a rompu avec 47 années de domination conservatrice sur la ville autant qu'elle a rompu avec le « modèle Adiyaman » de fidélité et de dépendance à l'État. L'ouverture longtemps retardée se profile comme une ressource psychologique positive pour les *adiyamanlı* : « Il y a des espoirs qui sont nés dans les débris du tremblement de terre.¹⁸¹ »

180. L'expression « *sahipsiz şehir* » est utilisée par plusieurs des interrogés, mettant en exergue le sentiment d'abandon très présent au sein de la population. Entretiens par l'autrice, octobre 2024, Adiyaman.

181. Citation tirée d'un entretien avec le maire de la ville Abdurrahman Tutdere, mai 2024, Adiyaman.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org